

**Aïn Defla**  
**Deux casemates pour terroristes  
et une bombe artisanale détruites**  
Page 24

# Les DEBATS

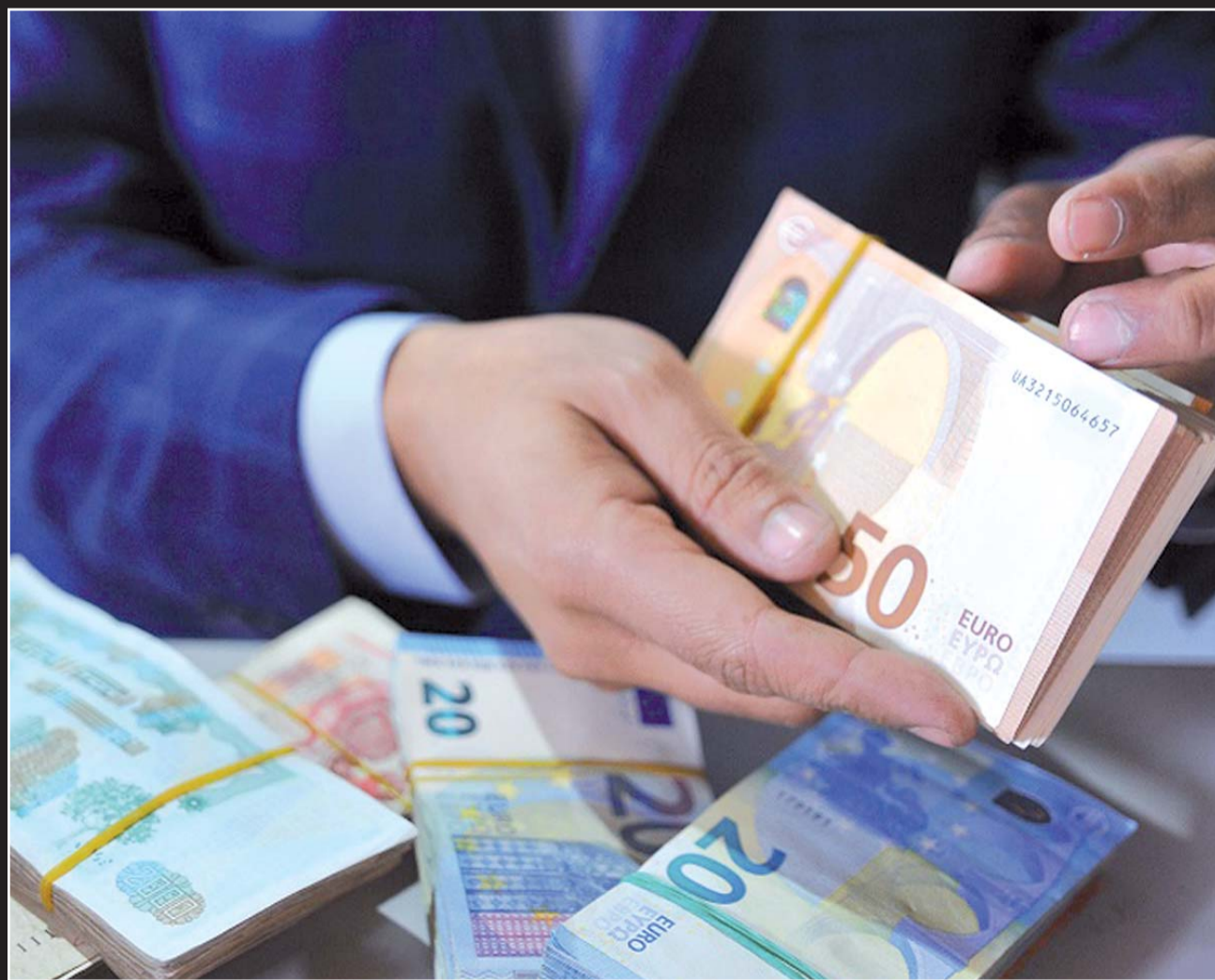
**Votre quotidien national**

Un montant en hausse, mais qui reste insuffisant

# Les émigrés envoient plus de devises en Algérie

En dépit d'une légère progression prévue, par rapport à 2017, les envois de fonds vers l'Algérie faits par la diaspora restent «en deçà» des attentes malgré la présence d'une forte communauté, notamment en France.

Page 2



Investissements dans le secteur de l'eau

## Le pari de la bonne gestion de la ressource hydrique



*Par Saâd Taferka*

**L'**arrêt, au début du mois en cours, de l'alimentation en eau potable, pendant plus d'une semaine, pour près d'une trentaine de communes desservies par le barrage hydraulique de Koudiet Acerdoune, a «réveillé» l'ancienne hantise du robinet sec, que les Algériens ont eu à endurer pendant des décennies.

Dans le cas de l'incident qui a affecté la conduite principale d'El Djebahia, dans la wilaya de Bouira, et qui avait pénalisé plus d'un million d'habitants dans trois wilayas, ce ne fut, heureusement, qu'un aléa dû à des travaux sur l'itinéraire de cette conduite et que l'Algérienne des eaux a fini par réparer. Cet incident a, non seulement fait dérouler dans la mémoire le souvenir d'un passé récent, fait de privation et d'une «gymnastique» incroyable pour obtenir quelques jerricans d'eau, mais il révèle également le niveau des réalisations en matière de mobilisation de l'eau et de raccordement des foyers à cette précieuse ressource, dans un pays majoritairement semi-aride et qui commence à ressentir, comme beaucoup d'autres régions du monde, les effets des changements climatiques.

En matière de mobilisation des eaux de surface, l'Algérie a fait, au cours des 15 dernières années, une avancée spectaculaire, faisant que plusieurs villes du pays sont servies 24h/24. Les derniers travaux de transfert ont même pu acheminer l'eau potable jusqu'à des zones rurales enclavées. Avec 80 barrages hydrauliques, dotés d'une capacité de rétention de 8,6 milliards de m<sup>3</sup>, en plus des 13 stations monobloc de dessalement de l'eau de mer (d'autres unités sont projetées pour les prochaines années), notre pays tend de plus en plus à sortir des tensions pesant sur la ressource en eau.

Page 4

Prix du pétrole

## Le Brent recule à moins de 61 dollars

Page 6





Un montant en hausse, mais qui reste insuffisant

## Les émigrés envoient plus de devises en Algérie

En dépit d'une légère progression prévue par rapport à 2017, les envois de fonds vers l'Algérie faits par la diaspora restent «en deçà» des attentes malgré la présence d'une forte communauté, notamment en France.



Par S. A. Mohamed

Les envois devraient se chiffrer à 2,157 milliards de dollars (mds usd) en 2018 contre 2 mds usd en 2017, selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'immigration et les transferts de fonds publié à Washington. Le montant prévu représente 1,1% du Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie, précise la copie préliminaire de ce rapport qui livre les récents développements et les prévisions concernant les transferts de fonds vers différentes régions du monde en 2018. Si cette prévision est confirmée, il s'agira alors de la première progression après cinq ans de stabilisation. De 2013 à 2017, les envois de fonds vers l'Algérie se sont stabilisés autour de 2 mds usd, selon les données de la BM.

Les flux attendus cette année restent, cependant, inférieurs au record de 2,4 mds usd enregistré en 2004. Malgré la progression projetée, les transferts de fonds des Algériens établis à l'étranger restent moins importants comparés à ceux drainés par plusieurs pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena). Selon les mêmes prévisions, l'Egypte tiendrait toujours le haut du pavé avec 25,7 mds de dollars, suivi du Liban avec 7,8 mds de dollars, du Maroc (7,4 mds de dollars) et de la Jordanie (4,4 mds de dollars). Les transferts de fonds des Tunisiens devraient se chiffrer à deux mds de dollars cette année. Les transferts vers la région Mena devraient augmenter de 9,1% cette année à 59 mds de dollars contre 6% en 2017. Cette augmentation est essentiellement tirée par la crois-

sance rapide attendue en Egypte (+14%). Pour 2019, l'institution de Bretton Woods prévoit un ralentissement des envois à 2,7%. La baisse des prix de pétrole et les politiques du travail en Arabie Saoudite interdisant certains métiers aux étrangers devraient freiner la croissance de cette manne. Les transferts vers la région Afrique subsaharienne se sont accélérés en 2018 et devraient croître de 9,8% en 2018 à 45 mds de dollars, avant de ralentir à 4,2% en 2019 selon les mêmes prévisions. La Banque estime que les envois vers les pays en développement, officiellement enregistrés, augmenteront de 10,8% pour atteindre 528 milliards de dollars en 2018. Ce niveau nouveau record intervient après une forte croissance de 7,8% en 2017. A l'échelle mondiale,

les transferts de fonds, qui comprennent les flux à destination des pays à revenu élevé, devraient enregistrer une croissance de 10,3% à 689 mds de dollars contre 625 mds de dollars en 2017. La BM s'attend à une progression en 2019 à 715 mds de dollars. L'Inde demeure cette année, le premier bénéficiaire des transferts de fonds dans le monde avec 80 mds de dollars, suivi de la Chine comme deuxième plus important bénéficiaire avec 67 mds de dollars, du Mexique et des Philippines (34 mds de dollars chacun) et de l'Egypte. Le rapport note, par ailleurs, que le coût moyen d'un transfert de 200 dollars demeure élevé à 6,9% au troisième trimestre 2018, soit plus du double de la cible de 3% fixée dans les Objectifs de développement durable. **S.A.M.**

Sider El Hajar

## Des travailleurs protestent et bloquent la chaîne de production

Un groupe de travailleurs du complexe sidérurgique Sider El Hadjar (Annaba) recrutés dans le cadre de contrats de travail aidés (CTA) ont bloqué dimanche après-midi la chaîne de production en empêchant l'acheminement de la fonte vers les aciéries pour réclamer leur permanisation, apprend-on dimanche du PDG du complexe, Chamseddine Maatallah. Cette situation a conduit la direction à stopper le fonctionnement du haut fourneau n°2 temporairement pour préserver la sécurité des installations, a indiqué le même responsable qui a souligné que la direction du complexe a déposé une plainte auprès du tribunal d'El Hadjar contre ce groupe composé de 20 travailleurs pour «atteinte à des biens publics et les installations du complexe». Cette contestation a été menée par environ 90 travailleurs en CTA sur un total de 580 employés sous cette formule pour réclamer de bénéficier de contrat de travail permanent.

De son côté, le secrétaire général du conseil syndical du complexe, Riadh Djemaï a indiqué à l'APS qu'environ 300 travailleurs en CTA ont pris part dimanche à un rassemblement de contestation au complexe précisant que «le syndicat a transmis leurs préoccupations sans trouver une réponse qui satisfait les protestataires». Le syndicaliste a imputé le recours des protestataires au blocage de la chaîne de production «à la non-satisfaction par la direction du complexe de leur demande de contrats de travail permanent». Le complexe Sider El Hadjar emploie plus de 4 500 travailleurs dont 1 000 en contrats à durée limitée (CDI) et 580 en contrats de travail aidé (CTA) formule réservée aux universitaires. **R. N.**

18<sup>ème</sup> Salon AutoWest

## L'industrie automobile nationale à l'honneur

Le secteur de l'industrie automobile nationale est à l'honneur de la 18<sup>ème</sup> édition du Salon AutoWest qui se tient jusqu'au 15 décembre au Centre des conventions d'Oran (CCO).

Cette manifestation économique, ouverte dimanche au public, se déroule en vitrine de l'industrie locale, donnant visibilité sur la plupart des marques et modèles produits et commercialisés en Algérie.

«La production automobile algérienne : diversification et développement» est le slogan de l'événement, qui attire des foules de visiteurs entre particuliers, professionnels désireux renouveler leurs parcs

roulants, et simples curieux.

Une quarantaine de firmes sont représentées dans les différents stands disposés sur une superficie totale de 12 000 m<sup>2</sup>, où elles rivalisent d'arguments attractifs pour séduire les acheteurs potentiels. Ainsi, des remises de plus de 300 000 DA sont concédées par certaines marques de véhicules touristiques et utilitaires, alors que le montant déduit du prix initial des gros engins (travaux publics) peut atteindre 500 000 DA.

Toutefois, plusieurs visiteurs abordés à cette occasion affichent une moue mitigée quant aux prix affichés, estimant que les partici-

pants auraient gagné à faire montre d'une meilleure compétitivité pour mieux convaincre les consommateurs.

«J'espérais trouver des prix à un niveau moins élevé, pensant que la tradition de tout salon spécialisé est de proposer du neuf à un prix imbattable», a déclaré Nabil, fonctionnaire qui misait sur un petit véhicule «pas cher».

«Je ne cherche pas le luxe, je veux juste ce qu'il faut pour déposer mes deux enfants à l'école le matin et rejoindre mon lieu de travail plus éloigné aujourd'hui, puisque je viens d'emménager dans une nouvelle habitation à la

sortie d'Oran», a confié ce salarié qui escompte une perspective plus heureuse dans le marché de l'occasion.

D'autres visiteurs se font plus pragmatiques, affirmant que si les remises sont insuffisantes, le salon n'en constitue pas moins une opportunité à saisir quitte à «emprunter» via les organismes bancaires ou financiers dédiés au leasing (crédit-bail).

Une des grandes nouveautés de ce 18<sup>ème</sup> Salon AutoWest réside dans le fait qu'il se conjugue aux trois temps, à savoir le présent, le passé et le futur.

Ainsi, tout visiteur, acheteur ou

simple curieux, peut y découvrir les marques les plus prisées de l'heure, côtoyant leurs aînées du temps jadis exposées dans les pavillons de deux clubs oranais collectionneurs de vieilles voitures.

Le futur de l'industrie nationale se reflète, quant à lui, dans les projets d'extension des usines de construction locales déjà en activité.

L'avenir se dessine aussi dans la création d'un nouveau modèle de véhicule algérien, tel le pick-up monocabine Oryx dont le prototype final est dévoilé à l'occasion de ce Salon.

**H. K.**



Stigmatisation des musulmans de France

# Les représentants de la communauté musulmane réagissent

**Le délégué général du Conseil français du culte musulman (Cfcm), Abdallah Zekri, a dénoncé, dimanche à Paris, la stigmatisation de l'Islam et des musulmans en France contenue, notamment dans les discours de certains politiques.**



Par Rachid Chihab

« **L**a libération de la parole et la revendication d'une France décomplexée ont fait de certains hommes politiques, par leurs discours de haine et de stigmatisation de l'Islam et des musulmans, de véritables recruteurs de Daech et ont poussé des jeunes à la radicalisation », a-t-il affirmé dans une intervention au Congrès des musulmans de France organisé à l'Institut du monde arabe (IMA), relevant que ces politiques « surfent » sur les thèses de l'extrême-droite.

Citant un à un les propos de ces politiques contre l'Islam, les musulmans et les immigrés, Abdallah Zekri a

estimé que ces « terroristes intellectuels ne font qu'attiser et conceptualiser politiquement la soif de la haine et de la xénophobie contre tout ce qui s'apparente à l'Islam ».

Au sujet de l'islamophobie, le délégué général, qui est également le président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, a déploré que les plaintes déposées par son association sont « souvent classées sans suite », citant le cas d'un procureur qui l'a informé qu'une des plaintes a été perdue.

Pour ce qui est de la discrimination des musulmans, il a considéré que « c'est purement et simplement du racisme et le rejet d'hommes et de femmes qui ne souhaitent qu'une chose, être respectés », soulignant la « forte inquiétude » des

musulmans face à la montée de la cyber-haine à leur encontre. « La cyberhaine, notamment les courriels en chaîne, est à l'origine d'une propagation de mensonges envers les musulmans et l'Islam », a-t-il relevé, précisant que ces courriels « prônent la haine des musulmans, la peur, la violence, les préjugés et la discrimination ».

De son côté, le président de la Fédération nationale de la Grande-Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, a indiqué, dimanche à Paris, que les musulmans de France ont décidé d'œuvrer « par eux-mêmes et pour eux-mêmes » à une « véritable » représentation et à une « solide » structuration de leur culte.

Les musulmans de France, « lassés » par tant de projets

« avortés » d'organisation de l'Islam en France, ont décidé d'œuvrer « par eux-mêmes et pour eux-mêmes » à une « véritable » représentation et à une « solide » structuration de leur culte dans un rapport de confiance avec les autorités françaises, a-t-il expliqué dans une intervention au Congrès des musulmans de France, organisé par le Conseil français du culte musulman (CFCM) à l'Institut du monde arabe (IMA).

Il a ajouté qu'ils revendiquent, en ce moment « décisif » pour l'avenir de l'Islam en France, l'indépendance du culte musulman comme « principe préliminaire » à toute discussion sur son organisation, avertissant que « toute tentative de modifier les rapports clairs et fondamentaux entre les religions et l'Etat, tout ingérence d'une administration entraîneraient notre opposition farouche ».

Dalil Boubakeur, qui est également recteur de l'Institut musulman de la Grande-Mosquée de Paris, a souligné que la liberté religieuse, garantie par les lois françaises, l'Europe et les Nations unies, est une « grande liberté publique », affirmant que « nul ne peut y renoncer ». Estimant que les musulmans de France ne sont pas la raison du « malaise français », c'est que démontrent, a-t-il dit, les événements sociaux qui agitent en ce moment la France. Par ailleurs, il a indiqué que les musulmans de France rejettent l'ingérence dans le financement du culte.

Pour sa part, le président du Cfcm, Ahmet Ogras, après avoir fait le bilan du conseil depuis sa création, a fait observer que son institution a fait sortir l'Islam de « la clandestinité ».

R.C.

## En colère contre la hausse des frais d'inscription Des étudiants bloquent l'université Paris-Nanterre

L'université française de Paris-Nanterre est bloquée depuis hier matin par des étudiants qui ont protesté contre la hausse des frais d'inscription dans les universités françaises pour les non-Européens, ont rapporté des médias locaux.

La quasi totalité des bâtiments de ce campus situé en région parisienne ont été bloqués à l'aube à l'aide de chaises, tables ou encore de barrières, ont ajouté les mêmes sources.

Des grappes de quelques dizaines de personnes formaient des piquets de grève devant chacun de ces bâtiments, empêchant professeurs et étudiants de rentrer.

Des centaines d'étudiants patientaient également dans le calme, à l'extérieur dans l'attente d'une assemblée générale pour décider des actions de protestation à suivre dans les prochains jours.

Les étudiants mobilisés sont en colère contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers non communautaires décidée par le gouvernement français.

A partir de la rentrée 2019, les étudiants résidant hors de l'Espace économique européen (EEE) ne paieront plus les mêmes frais d'inscription que leurs homologues européens.

Ils devront s'acquitter de 2 770 euros en licence et de 3 770 euros en master et doctorat, contre 170 euros pour une année de formation en licence, 243 euros en master et 380 euros en doctorat pour les jeunes Européens.

« C'est l'étincelle qui a déclenché le mouvement ». « C'est une mesure, non seulement anti-étrangers, mais aussi anti-pauvres », ont dénoncé des étudiants membres de l'Unef, deuxième Syndicat d'étudiants en France, craignant à terme « la hausse des frais d'inscription pour tous ».

Les étudiants protestataires veulent, en outre, se joindre au mouvement des lycéens qui protestent contre des réformes dans l'Education nationale et des « gilets jaunes » pour faire entendre leurs voix.

Le 6 décembre dernier, plus de 5 000 étudiants ont manifesté à Paris contre la hausse des frais d'inscription à l'université pour les étrangers venant hors de la zone de l'Union européenne.

Initialement, ils devaient tenir un rassemblement devant les locaux de Campus France, un organisme public chargé de promouvoir à l'étranger le système d'enseignement supérieur français, mais ils ont fini par manifester dans plusieurs lieux de la capitale française, dénonçant une mesure discriminatoire qui cible les étudiants étrangers hors Europe.

Reda A.

Introduction de l'exception d'inconstitutionnalité

## « Eliminer tous les facteurs de faiblesse du pays » selon Louh

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a indiqué, hier à Alger, que l'introduction de l'exception d'inconstitutionnalité était destinée notamment à l'élimination de tous les facteurs qui pourraient constituer une « faiblesse ou un fléchissement » du pays.

« Il est envisagé à travers cet effort, l'élimination de tous les facteurs qui pourraient constituer une faiblesse ou un fléchissement de notre patrie. Cette approche fait le consensus de tous les Algériennes et Algériens, quels que soient leurs visions ou leurs avis », a indiqué M. Louh dans une allocution prononcée à l'ouverture de la conférence nationale sur l'exception d'inconstitutionnalité.

Les objectifs, a souligné M. Louh, ne pourraient se concrétiser sur le terrain que s'ils reposaient sur une approche méthodologique

et un travail continu de nature à même « d'éliminer les multiples contraintes et de garantir la convergence avec les normes des mutations de la société, tout en mettant, parallèlement à cela, notre système constitutionnel et institutionnel sur la voie du développement et de la modernité ».

Il a soutenu que les réformes introduites avaient été engagées suite aux résultats de l'audit de la réalité nationale et des progrès réalisés dans le processus de la « réforme de la modernisation initié par Son Excellence M. le Président de la République qui en a fixé et précisé les objectifs et dont la finalité était la promotion des fondamentaux essentiels du processus démocratique et son cadre organisationnel, prémunir le pays de tout retour à la situation dramatique qu'il a vécue durant la dernière décen-

nie, cette situation qui a failli détruire l'Etat national ».

Le progrès réalisé dans la mise en place des principes constitutionnels et la dynamique de leur codification en harmonie avec les normes consacrées dans les systèmes modernes, trouve son origine dans « la profonde vision » et « la qualité des orientations » du Président Bouteflika ainsi que de la nature du parcours suivi afin de passer à une « nouvelle réalité nationale », a-t-il ajouté.

« Animé par des intentions sincères, cet effort a réussi à concrétiser ces principes considérés comme un tremplin pour passer à d'autres étapes qualitatives, notamment en matière de renforcement de l'Etat de droit, de l'élargissement du champ de participation citoyenne, la protection des droits des libertés, la

satisfaction des demandes essentielles des citoyens ainsi que la mobilisation des moyens à même de garantir une vie décente aux citoyens », a-t-il expliqué.

Pour M. Louh, grâce à l'usage de cette disposition, le citoyen contribuera au renforcement de l'Etat de droit et veillera à la préservation de ses droits garantis par la Constitution, ajoutant qu'il deviendra un « partenaire dans la consécration, la sauvegarde et le respect de ses droits ».

Il a ajouté que ceci constitue une « avancée significative dans le renforcement de l'Etat de droit pour lequel nous continuerons à œuvrer, sans relâche, à l'approfondissement de ses fondements, à la promotion de ses composantes et à l'ancrage de ses règles dans les faits ».

Selon M. Louh, il est du

devoir des magistrats des ordres judiciaire ordinaire et administratif d'examiner « sérieusement » les moyens soulevés par les justiciables avant de décider de « l'opportunité ou de l'inopportunité » du renvoi devant le Conseil constitutionnel.

Il a rappelé que la politique initiée par le Président Bouteflika, laquelle a connu une application simultanée avec la charte pour la paix et la Réconciliation nationale, prônant le retour aux valeurs ancestrales du pardon et du dialogue, valeurs caractéristiques de notre société, a « largement » contribué au retour de la paix et de la stabilité dans le pays et à la faveur de laquelle « se sont épanouies les aspirations aux progrès dans tous les domaines, donc ceux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés ».

Reda A.



Investissements dans le secteur de l'eau

# Le pari de la bonne gestion de la ressource hydrique

L'arrêt, au début du mois en cours, de l'alimentation en eau potable, pendant plus d'une semaine, pour près d'une trentaine de communes desservies par le barrage hydraulique de Koudiet Acerdoune, a «réveillé» l'ancienne hantise du robinet sec, que les Algériens ont eu à endurer pendant des décennies.



Par Saâd Taferka

Dans le cas de l'incident qui a affecté la conduite principale d'El Djebahia, dans la wilaya de Bouira, et qui avait pénalisé plus d'un million d'habitants dans trois wilayas, ce ne fut, heureusement, qu'un aléa dû à des travaux sur l'itinéraire de cette conduite et que l'Algérienne des eaux à fini par réparer. Cet incident a, non seulement fait dérouter dans la mémoire le souvenir d'un passé récent, fait de privation et d'une «gymnastique» incroyable pour obtenir quelques jerricans d'eau, mais il révèle également le niveau des réalisations en matière de mobilisation de l'eau et de raccordement des foyers à cette précieuse ressource, dans un pays majoritairement semi-aride et qui commence à ressentir, comme beaucoup d'autres régions du monde, les effets des changements climatiques.

En matière de mobilisation des eaux de surface, l'Algérie a fait, au cours des 15 dernières années, une avancée spectaculaire, faisant que plusieurs villes du pays sont servies 24h/24. Les derniers travaux de transfert ont même pu acheminer l'eau potable jusqu'à des zones rurales enclavées. Avec 80 barrages hydrauliques, dotés d'une capacité de rétention de 8,6 milliards de m<sup>3</sup>, en plus des 13 stations monobloc de dessalement de l'eau de mer (d'autres unités son projetées pour les prochaines années), notre pays tend de plus en plus à sortir des tensions pesant sur la ressource en eau. Néanmoins, avec la croissan-

ce démographique (43 millions d'habitants à la fin 2018), l'utilisation de l'eau pour l'industrie et la volonté du gouvernement d'aller vers l'extension des périmètres irrigués - avec une ambition de 2 millions d'hectares - les besoins vont crescendo; d'où la nécessité de diversifier les sources d'extraction de l'eau, en investissant, par exemple, dans le recyclage des eaux usées, d'initier des méthodes technologique permettant l'économie de l'eau et de lutter énergiquement contre toute forme de déperdition de l'eau (fuites et fraude sur les branchements).

## Assurer un impact réel sur le développement socio-économique

Ce sont là une discipline, des pratiques et des méthodes, les seules à même de capitaliser les réalisations des deux dernières décennies dans le domaine de la mobilisation de l'eau et de lui assurer un impact réel sur le développement socio-économique du pays dans le cadre du développement durable. En effet, s'il y a un domaine où l'Algérie a fait des efforts historiques au cours des 10 dernières années, c'est bien celui de l'hydraulique. Le qualificatif d'«historique» est loin de l'exagération lorsqu'on considère l'état de la politique de l'eau jusqu'au début des années 2000, où les capacités de rétention des eaux de surface ne dépassait guère 3,5 milliards de m<sup>3</sup>. Aujourd'hui, elle s'approche de 9 milliards de m<sup>3</sup>. La dotation moyenne par jour et par habitant est passée de 123 litres en 1999 à

180 litres en 2017. En 2009, les capacités de stockage de l'eau par habitant étaient estimées par la Banque mondiale à 190 m<sup>3</sup> pour un habitant en Algérie, alors qu'elles étaient de 5 000 m<sup>3</sup> pour un Américain ou un Australien, 2 200 m<sup>3</sup> pour un Chinois, 500 m<sup>3</sup> pour un Marocain et 360 m<sup>3</sup> pour un Tunisien.

En termes de satisfaction des besoins exprimés par l'économie nationale (industrie, agriculture) et par les ménages, il s'agit d'une véritable «révolution hydraulique». Outre la fourniture de l'eau potable aux foyers algériens, le caractère structurant des opérations de mobilisation de l'eau est d'abord perceptible dans le secteur industriel pour lequel un complément d'approvisionnement en eau est assuré désormais par les stations monoblocs de dessalement de l'eau de mer, et dans le secteur agricole qui voit de nouveaux périmètres irrigués s'ériger sur différents points du territoire national - un objectif de 2 millions d'hectares en irrigué est fixé à l'horizon 2020 - ce qui permettra la diversification de la gamme des cultures pratiquées et même une diversification de l'alimentation de l'Algérien.

Il est vrai que, dès la réception d'un barrage, la priorité est accordée à l'alimentation des villes et villages en eau potable. Ce n'est que justice, lorsqu'on considère les déficits en la matière qui son enregistrés, aussi bien dans des quartiers entiers de certaines villes, que dans des hameaux ruraux. Sur ces derniers territoires, un autre axe a été pris en charge par la politique de développement rural : il s'agit de la petite hydrau-

lique (retenues collinaires, réhabilitation et aménagement de sources de résurgence, réalisation de puits, mares pastorales, canaux de dérivation...).

La stratégie mise en place par les pouvoirs publics dans la mobilisation des eaux de surface consiste à exploiter le maximum de volume des eaux de précipitation sur les zones dont la topographie présente des potentialités de construction d'ouvrages de rétention. Les retards accumulés depuis 1962 en la matière ont été rattrapés en moins d'une décennie par une politique de mobilisation de l'eau par tous les procédés techniquement possibles : barrages et retenues, canaux de dérivation sur les rivières, unités de dessalement de l'eau de mer, exploitation des eaux sahariennes (albiens), grands transferts hydrauliques (Sud vers Hauts-Plateaux, In Salah vers Tamanrasset, chaîne du MAO (Mostaganem-Arzew-Oran)...). La politique et l'économie de l'eau dans notre pays a fait l'objet, il y a quelques années, d'une analyse de la Banque mondiale par le moyen d'un rapport dans lequel cette institution financière internationale insiste sur le caractère rare de la ressource hydrique dans la région nord-africaine et sur le caractère irrégulier de la répartition des précipitations sur l'étendue du territoire national. Comme pour l'ensemble des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'Algérie fait face à de grandes difficultés pour assurer l'autosuffisance en matière hydrique, souligne le rapport. Le secteur agricole consomme, à lui seul, quelque 65% du volume

d'eau mobilisée. La Banque mondiale fait observer que les techniques d'irrigation ne sont pas encore efficaces et n'arrivent pas à utiliser les dernières inventions propres à cette activité. On apprend dans le même rapport que, par la voie même de l'importation des produits alimentaires, l'Algérie importe, dans la foulée, 40% de l'eau qu'elle consomme.

## Protéger la ressource contre la pollution et le pillage

Outre une stratégie orientée vers une mobilisation optimale des eaux de surface, des eaux souterraines et de l'eau de mer, la Banque mondiale insiste sur la nécessité de procéder au recyclage de l'eau pour une utilisation des eaux usées issues des stations d'épuration.

S'agissant du «marché» de l'eau, la Banque mondiale note que le prix de cession de l'eau destinée aux foyers algériens est subventionné par les pouvoirs publics pour des raisons...politiques. Actuellement, le taux de raccordement des foyers à l'eau courante dépasse les 90% pour l'ensemble du pays. Ce chiffre n'indique pas, bien entendu, les disparités qui grèvent la distribution de l'eau potable sur l'ensemble des régions du pays. Le rapport de la Banque mondiale faisait état, par exemple, du chiffre de 2,5 millions d'habitants des régions rurales qui, jusqu'à 2010, n'avaient pas accès à l'eau courante potable et ne bénéficiaient pas de réseaux d'assainissement des eaux usées. Plus de 80 % de foyers situés en milieu urbain reçoivent de l'eau d'une manière régulière. Le taux national de foyers raccordés au réseau d'assainissement est d'environ 90%.

Il y a quelques années, lorsque les disponibilités en eau étaient moins importantes, certains gisements d'eau en profondeur ont fait l'objet d'une exploitation abusive. La Banque mondiale a cité l'exemple de la nappe aquifère du Sahel d'Alger (Mitidja) où le niveau piézométrique a subi un rabattement et où la qualité de l'eau est affectée par la pollution industrielle et domestique.

Sans aucun doute, les dernières réalisations hydrauliques (ouvrages de rétention, mobilisation des eaux des nappes, grands transferts et adductions) sont en train d'effacer progressivement l'état de sous-développement hydraulique dans lequel était plongé notre pays jusqu'au milieu des années 2000. Ce fut une situation qui relevait plus d'une politique peu entreprenante en matière de mobilisation des ressources que d'une fatalité climatique. Les différents projets, tous azimuts, mis en œuvre au cours de ces dernières années est la preuve que l'Algérie peut sortir de la zone de danger en matière de disponibilité en eau potable, industrielle et d'irrigation, tout en étant appelée à développer une politique de vigilance quant à la rationalisation de l'utilisation de la ressource, à la protection de celle-ci contre toute forme de pollution et de pillage, et enfin, au développement des technologie permettant de réaliser des économie d'eau.



Ils avaient défié l'armée coloniale

# Ces courageux Algériens qui ont fait le 11 Décembre 1960

**Les manifestations du 11 Décembre 1960, parties du quartier Mohamed Belouizdad (ex-Belcourt) avant d'atteindre plusieurs autres parties d'Alger, ont été le fait d'Algériens, de tout âge, ayant défié courageusement, à mains nues, l'armée coloniale pour réclamer, haut et fort, et au prix de leur vie, l'indépendance de l'Algérie, selon des témoins qui ont vécu ces événements.**



«**E**n réalité, c'est la veille, le 10 décembre, que les événements ont débuté. Je me trouvais à proximité du centre commercial (ex-Monoprix) lorsque nous aperçûmes des partisans de «l'Algérie française» qui venaient d'initier une marche, sur fond de la visite entamée, la veille en Algérie, par le Général de Gaulle», se souvient, El Hadj Noureddine Benmeradi, plus connu dans le quartier Mohamed Belouizdad par le prénom de son défunt père, Bennacer, dirigeant à l'époque du club de football le Widad de Belcourt, devenu le Chabab Riadhi de Belcourt dès 1962.

«Tout en scandant des slogans hostiles à la solution d'une «Algérie algérienne», ces ultras ne manquaient pas de nous insulter. Je me souviens que l'un des voisins du quartier, Ammi Saïd Adim, réputé pour être un incondicional nationaliste, les a défiés en répliquant à leurs propos», poursuit le témoin.

Pour éviter un affrontement entre les deux communautés, «les pieds noirs ont été conduits par la police au commissariat, dirigé alors par un certain capitaine Bernard. Cela ne nous a pas empêchés de poursuivre notre marche et de lancer des slogans... jusqu'au moment où l'on entendit une voix clamer «Algérie musulmane» et «Algérie algérienne», se souvient-il encore.

Ces slogans clamés, pour la première fois, ont eu l'effet de motiver davantage la foule qui, tout en avançant grossissait, pour

atteindre l'un des magasins du quartier, celui d'André pour chaussures et dont la vitre a volé en éclats sous la colère populaire, poursuit-il, narrant, par ailleurs, la mise à feu du dépôt en plastique de l'ex-Monoprix.

«La vue de la fumée nous a impressionnés tous et c'est à ce moment que les militants du Front de libération nationale (FLN) sont intervenus pour nous remettre des rouleaux entiers de tissu pour en confectionner des emblèmes nationaux en prévision d'une manifestation de plus grande ampleur le lendemain», poursuit M. Benmeradi.

Ce dernier s'interroge à ce jour «d'où sont sortis ces rouleaux de tissu sur lesquels se sont penchées, toute la nuit, les couturières pour que les drapeaux soient prêts le jour J».

Le fait est que le lendemain, les manifestants de la veille ont reconduit leur action pour être rejoints par des centaines d'autres jusqu'à ce qu'elle fasse tache d'huile dans d'autres quartiers de la capitale, se remémore-t-il encore, s'arrêtant, avec une forte charge émotionnelle, sur l'image de la petite Saliha Ouatiki, 12 ans, tombée sous les balles meurtrières des forces de répression françaises, car figurant dans le premier rang des contestataires.

«Le jeune homme qui a pris sur ses épaules la petite Saliha pensait que le sang qui giclait de la poitrine de celle-ci était le sien. Il n'avait pas encore réalisé que la fillette avait été touchée», raconte-t-

il, avant de soutenir que les manifestations se sont poursuivies les jours d'après.

«Depuis, les Français ont fini par comprendre, une fois pour toutes, que le peuple algérien était du côté du FLN», assène-t-il avec conviction.

## Des scènes encore vivaces...

Dans la mémoire de Mahmoud Boussoussa, également présent lors des ces manifestations, demeurent aussi vivaces qu'il y a 58 ans, deux images : l'une d'elles, détaille-t-il, est celle d'une fillette, portée sur les épaules d'un jeune homme et brandissant le drapeau national, en ce dimanche, jour de repos, choisi par les Algériens pour manifester dans la rue.

«A un certain moment, les bérets rouges ont visé d'une balle son thorax et bien qu'une ambulance soit vite arrivée, la fillette ne tarda pas à rendre l'âme», ajoute-t-il, avant de préciser, la gorge nouée par l'émotion, qu'il s'agissait de la Chahida Saliha Ouatiki.

Il a fait ensuite état de la colère, la douleur et la tristesse qui se sont vite emparées de tous les manifestants présents à la suite de cet «acte criminel», citant en particulier deux femmes qui pleuraient en criant leur rage : «La pauvre, la pauvre !». Ce tragique fait a eu lieu, se souvient-il, au niveau de la ruelle appelée à l'époque L'allée des mûriers, à quelques mètres dudit Monoprix.

Outre Saliha Ouatiki, M. Boussoussa, qui a été journaliste à *El Moudjahid*, tient à évoquer une autre martyre des événements de Belcourt, Hamida Neguale (19 ans), alors

que le petit Farid Magraoui, âgé à peine de 10 ans, tombait au champ d'honneur à Diar El Mahçoul (El Madania), ce même jour.

«Ces enfants venaient de rejoindre la longue liste des martyrs de la Révolution», a-t-il ponctué avant de partager l'autre souvenir qui continue à le marquer: celui auquel il a assisté, également, en ce 11 décembre, à la place Maurétania où siégeait, à l'époque, la compagnie Air France.

Bien que la marche était pacifique et les manifestants mains nues, les colons se sont empressés de tirer «à bout portant» au moyen de munitions procurées du Commissariat central, sis à proximité, a-t-il déploré, rappelant que cette confrontation s'est soldée par quelques 380 martyrs et 800 autres blessés parmi les Algériens.

Il exprime, à ce propos, son «indignation» quant au bilan avancé, à l'époque, par les médias français qui ont réduit à 55 le nombre d'Algériens morts.

Lorsqu'il a été convié, cette semaine, par l'association Machaâl Echahid pour apporter son témoignage sur ces historiques événements, il a préféré le consigner dans un écrit qu'il a intitulé *La détermination d'un peuple*, avant de le lire à l'assistance.

Ayant également pris part à cette mémorable journée du 11 Décembre, Tafath Assia, alors âgée de 15 ans, se remémore cette journée particulière où elle est sortie «spontanément» avec des voisins de son quartier d'El Mouradia (ex-Le Golfe) pour se joindre aux manifestants de Belcourt.

«Ma mère criait après moi pour que je revienne à la maison, mais j'étais déterminée à continuer sur ma lancée. Elle a été contrainte de me suivre après avoir, précipitamment, jeter sur elle son haïk (voile)», témoigne cette septuagénaire, photos à l'appui de sa présence sur les lieux des faits, investis, par ailleurs, par le reste de sa famille.

«Comme il nous a été impossible de rejoindre le quartier de Belcourt depuis le Golfe en raison de la forte présence des forces de sécurité coloniales, nous y sommes parvenus via celui d'El Madania, raconte-t-elle, décrivant les «scènes impressionnantes» ayant opposé manifestants algériens et forces de sécurité coloniales.

Elle aussi, ce sera la petite Saliha Ouatiki qui marquera sa conscience, se souvenant l'avoir «vue en sang», avant de nous donner à voir une photo de la petite martyre brandissant le drapeau national, quelques minutes avant qu'elle ne soit atteinte par les salves nourries ciblant la foule compacte des protestataires. Elle fait, en outre, savoir que le jeune homme se tenant à côté de la jeune chahida n'est autre que son frère Aziouez, âgé aujourd'hui de 77 ans.

R. H.

## Saliha Ouatiki aimait la vie, mais a choisi de mourir pour l'Algérie

**L**a première martyre des manifestations du 11 Décembre 1960, Saliha Ouatiki était joviale, vive d'esprit et aimant la vie, mais a choisi de mourir pour l'Algérie, témoigne son frère, Abdelhakim Ouatiki, qui a fait savoir, par ailleurs, que sa famille ignorait tout sur les activités de militantisme de sa soeur pour une Algérie indépendante.

«Saliha Ouatiki était vive d'esprit, très joviale, intrépide et drôle. De toute la fratrie, c'est elle qui faisait le plus rire nos parents !» raconte à l'APS, le frère aîné de la petite Saliha, qui, à 12 ans, avait accepté d'être au premier rang des Algériens sortis en masse, ce 11 Décembre, manifester dans les rues de son quartier natal, Mohamed Belouizdad (ex-Belcourt). Outre sa bonhomie, Saliha se distinguait par son intelligence qui lui a valu d'être parmi les «meilleures élèves de sa classe et d'avoir de très bonnes notes», ajoute M. Ouatiki, son aîné de 5 ans, se souvenant également de la «très belle écriture» de la brave martyre.

Le frère de la petite chahida revient sur les historiques événements pour faire savoir que sa soeur avait pris part à la manifestation de la veille, toujours à Belcourt, lorsque

des échauffourées ont éclaté entre les colons partisans de «l'Algérie française» et des habitants du quartier parmi les Algériens.

«Je me rappelle qu'une fois rentrée à la maison, Saliha avait raconté à notre mère avoir rejoint la manifestation, scandé *Min Djibalina* (de nos maquis), foulard à la main en guise de drapeau, en arpentant plusieurs fois les rues du quartier. Elle lui a révélé avoir cassé les vitres de voitures appartenant à des colons», narre-t-il, avant d'ajouter que le lendemain, sa soeur était sortie manifester à nouveau, «sans en informer personne».

«A mon réveil le matin, elle était déjà sortie. J'ai demandé à ma mère où elle était partie, elle ne le savait pas. Lorsque j'ai rejoint les manifestants dans la rue, je ne savais pas que j'allais l'apercevoir au-devant des manifestants, juchée sur les épaules de l'un d'eux, drapeau national à la main et scandant «Algérie algérienne». Elle semblait heureuse !», poursuit M. Ouatiki.

Ce dernier, narre-t-il encore, n'a pas eu le temps de la rejoindre. Elle venait d'être visée par une rafale de mitraillette faisant plier son frère et jeune corps, avant de

s'affaisser complètement. «Elle est morte sur le coup», commente son frère, la gorge nouée et les yeux empués de larmes.

«Elle a été portée jusqu'à un kiosque, avant qu'un soldat français ne l'emmène dans une jeep à l'hôpital pour y demeurer trois jours. Lorsque j'ai annoncé la nouvelle de sa mort à ma mère, elle a spontanément poussé des youyouus ininterrompus», poursuit-il, non sans une fierté évidente.

Le frère aîné de Saliha se remémore, par ailleurs, qu'une fois ramené à la maison, le corps de cette dernière présentait six impacts de balles au niveau du thorax, précisant que ce n'est qu'à la suite de son criminel assassinat que les moudjahidines ont annoncé à sa famille qu'elle était enrôlée, depuis un moment, dans les rangs du Front de libération nationale (FLN). «A ce jour, nous ne savons pas à quel moment elle a commencé à militer activement, si ce n'est qu'on lui confiait la tâche de transporter des tracts et même des armes qu'elle dissimulait dans son cartable d'écolière. Notre mère nous a avoué n'avoir jamais su où Saliha dissimulait si bien ce cartable», poursuit-il.

R. L.



Organisée en Egypte

# Participation de l'Algérie à la Foire commerciale intra-africaine

La 1<sup>ère</sup> édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2018) se tiendra du 11 au 17 décembre courant au Caire à laquelle participeront 38 entreprises algériennes sous la conduite du ministre du Commerce, Saïd Djellab.



Les entreprises algériennes prenant part à cette manifestation économique du continent africain, qui est organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) en collaboration avec l'Union africaine (UA), activent essentiellement dans l'agroalimentaire et les produits agricoles, l'électroménager, l'industrie mécanique et les textiles.

Cette foire a pour but de stimuler le commerce intra-africain et soutenir la mise en oeuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) dont l'accord avait été signé en mars 2018 par 44 chefs d'Etat et de gouvernement africains lors du sommet extraordinaire de l'UA à Kigali (Rwanda).

La décision d'établir la Zleca avait été adoptée en 2012 lors de la 18<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernement de l'UA, tandis que les négociations sur la Zleca au sein de l'UA avaient débuté en 2015.

Cette zone a pour but de constituer un marché unique pour les biens et services au niveau du continent en assurant la libre-circulation des activités et des investissements. Ce qui devrait permettre, selon l'UA, d'accélérer la mise en place de l'Union douanière africaine.

Première du genre à l'échelle africaine, la Foire commerciale

intra-africaine (Iatf) est une manifestation qui fournit une plateforme de partage et d'échange d'informations sur le commerce, l'investissement et le marché en vue de permettre aux clients, aux fournisseurs et aux pays africains de se joindre, de discuter et de conclure des accords commerciaux.

## Foire commerciale intra-africaine : Plus d'un milliard d'exposants

L'Iatf, qui représente un effort de collaboration important entre l'UA et l'Afreximbank, constitue une étape importante vers la réalisation des objectifs de la Zleca laquelle s'étendra sur un marché unique de plus d'un milliard de personnes.

Cette première édition est organisée au Caire suite à la signature de l'accord d'accueil entre l'Afreximbank, l'UA et le gouvernement égyptien en marge du Sommet de l'UA de mars dernier à Kigali.

Une analyse de l'Afreximbank montre que l'une des raisons pour lesquelles le commerce intra-africain est faible, aux environs de 15%, contre 59% en Europe, 51% en Asie et 37% en Amérique du Nord, réside dans le déficit d'accès à l'information sur le

commerce et le marché du continent.

Parmi les initiatives proposées pour relever ce défi, l'Afreximbank a décidé d'organiser cette Foire commerciale intra-africaine tous les deux ans afin de fournir des informations sur le marché et le commerce et servir de contact entre les différents acteurs du commerce africain.

Pour rappel, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé les entreprises algériennes à s'orienter vers les marchés africains et à asseoir des ponts logistiques contribuant dans la dynamique du commerce et de la coopération économique algéro-africaine qui demeure en deçà des potentialités existantes.

Actuellement, les échanges commerciaux de l'Algérie avec l'Afrique demeurent faibles en ne dépassant pas les 3 milliards de dollars par an et s'effectuent quasiment avec seulement cinq pays du continent.

Ces 3 milliards de dollars d'échanges se répartissent entre 1,6 milliard de dollars d'exportations algériennes et de 1,4 milliard de dollars d'importations auprès des pays africains. Les exportations algériennes hors-hydrocarbures vers l'Afrique s'élèvent à 206 millions de dollars seulement, soit 13% du montant global des

exportations vers le continent.

Dans le cadre du déploiement d'une nouvelle dynamique à travers diverses manifestations économiques algériennes à l'étranger, des expositions spécifiques des produits algériens ont été organisées, cette année, à Washington, Bruxelles, Nouakchott, Doha, Libreville et Dakar.

A ce propos, M. Djellab a fait part, dimanche dernier à Alger, de l'organisation en 2019 et en 2020 d'une tournée à travers une quarantaine de pays pour promouvoir les produits algériens à travers le monde et leur permettre de pénétrer les marchés extérieurs.

Dans ce sens, une rencontre nationale sur le développement des exportations nationales se tiendra dans les prochains jours à Alger, qui regroupera l'ensemble des acteurs de la logistique, des douanes et des établissements bancaires notamment, et ce, dans l'objectif de l'élaboration d'une feuille de route dédiée au renforcement des exportations hors hydrocarbures, a fait savoir le ministre.

Selon lui, les expositions spécifiques algériennes tenues cette année dans plusieurs pays ont permis de confirmer que «le produit algérien a sa place dans les marchés étrangers».

G. L.

## Grande-Bretagne La croissance économique morose en octobre

La croissance économique au Royaume-Uni est restée morose en octobre, avec une faible progression de 0,1% sur un mois à l'approche d'un Brexit aux contours très incertains, a annoncé hier l'Office des statistiques nationales (ONS).

Le produit intérieur brut (PIB) a légèrement frôlé après une stagnation lors des deux mois précédents, selon ces chiffres officiels publiés à la veille d'un vote crucial sur le Brexit au Parlement britannique.

Sur l'ensemble du trimestre courant d'août à octobre, la croissance s'est établie à 0,4% par rapport à la période de mai à juillet.

Ce chiffre témoigne d'un ralentissement de la croissance cet automne, après une hausse du PIB de 0,6% au troisième trimestre soutenue alors par une météo clémente et les festivités de la Coupe du monde de football.

Sur le seul mois d'octobre, le PIB ne progresse que grâce au secteur des services (transport, commerce, finance, etc), qui représente la grande majorité de l'activité britannique, avec une hausse de 0,2%.

En revanche, la production industrielle a sévèrement reculé de 0,6% sur un mois, plombée par l'activité manufacturière, c'est-à-dire ce qui est produit dans les usines, notamment dans les équipements de transport et les produits pharmaceutiques.

De son côté, le déficit de la balance des biens et services s'est un peu creusé à 3,3 milliards de livres en octobre, contre 2,3 milliards en septembre.

«Il ne fait aucun doute que les chiffres économiques britanniques se détériorent et que la confiance s'effrite au sein des entreprises. Le feuilleton en cours du Brexit crée un environnement défavorable», estime un analyste.

Les économistes s'attendent dans leur grande majorité à un ralentissement de la croissance en 2018, justement en raison de l'incertitude du Brexit qui freine les dépenses de consommation et entraîne un gel de certains projets d'investissement au sein des entreprises.

L'incertitude bat son plein d'autant que la Première ministre, Theresa May, est tout sauf assurée de faire valider par le Parlement britannique l'accord négocié avec Bruxelles lors d'un vote qui doit se tenir aujourd'hui.

Un échec plongerait le pays dans l'inconnu avec de nombreux scénarios possibles, ce qui ne serait pas de nature à rassurer les consommateurs et les entreprises.

«Les perspectives de croissance dépendent énormément des développements autour du Brexit, dans les prochains jours, semaines et mois, ce qui rend les prévisions très difficiles», souligne un économiste.

Mais, selon lui, «ce qui est évident c'est que nous assisterons à un ralentissement de l'économie d'ici la sortie du Royaume-Uni de l'UE», qui est prévue fin mars prochain.

H. M.

## Prix du pétrole

# Le Brent recule à moins de 61 dollars

Les prix du pétrole baissent hier en cours d'échanges européens, après avoir été dopés vendredi par un accord entre l'Opep et ses partenaires.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 60,75 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 92 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour janvier à perdait 88 cents à 51,73 dollars.

Les prix restaient, malgré la baisse, supérieurs à leur niveau d'avant l'accord

de l'Opep et de ses partenaires.

Confrontés à une chute des cours depuis début octobre, l'Organisation et ses alliés ont annoncé vendredi une baisse de leur production de 1,2 million de barils par jour pour les six prochains mois.

Cet objectif sera réparti à hauteur de 800 000 barils quotidiens pour les quatorze pays de l'Opep et de 400 000 pour ses 10 partenaires dont la Russie.

«Cet accord, avec la baisse de la production canadienne annoncée précédemment, devrait signifier que le marché sera globalement à l'équilibre sur la première moitié de l'année 2019», a estimé Warren Patterson, analyste, alors que l'annonce a

été accueillie positivement par le marché.

Les investisseurs «ont poussé un soupir de soulagement qui a pris la forme d'un bond de 5% des cours, mais ce bonheur ne pouvait pas dissimuler les doutes qui émergent», a néanmoins estimé un analyste, tandis que les prix reculaient à nouveau. Selon lui, la perte d'influence de l'Opep et le «facteur Trump» ne sont pas à négliger. «Alors que les Etats-Unis sont devenus un exportateur net de pétrole brut, le président a plus de poids que jamais pour mettre la pression sur les autres producteurs et donc sur les prix», a expliqué cet analyste.

H. K.

Produits électroniques

# Mise en garde contre les dangers de la surexposition aux écrans

Plusieurs experts ainsi que l'Association de protection et orientation du consommateur et son environnement (Apoce) ont mis en garde dimanche, contre les dangers d'une surexposition aux écrans, notamment des smartphones, tablettes électroniques, PC et télévisions, en appelant à l'urgence d'encadrer l'usage de ces derniers en Algérie.



Lors d'une conférence-débat du Forum d'El Moudjahid, le président de cette association, Mustapha Zebdi, accompagné de trois experts, a tiré la sonnette d'alarme quant aux dégâts engendrés par le mésusage des écrans, notamment par les jeunes et les enfants de très bas âge.

Intervenant lors de cette conférence-débat, Mme Lakaksa, formatrice en parentalité et communication en France, a relevé que ces produits, qui canalisent l'attention des enfants, prennent de plus en plus d'importance dans leur cerveau et finissent par les détourner de la vie réelle, y compris de l'affection parentale : «Ce qui peut

avoir des conséquences désastreuses sur son développement psychologique et sur son comportement et son accomplissement à l'âge adulte».

Selon cette spécialiste des relations parents-enfants, il est évident que le besoin relationnel prime sur le besoin biologique au point qu'il est tout à fait possible à un enfant, en proie à la malnutrition, mais recevant suffisamment d'affection, de devenir un «adulte responsable équilibré et fort de proposition», alors qu'un enfant ayant subi une carence en affection parentale sera un «adulte inerte et soumis».

Pour sa part, un autre expert, Karim Naït Medjani, a affirmé que les écrans de ces appareils, outre

l'isolement qu'ils créent progressivement autour de l'enfant, présentent un danger pour sa santé de par la luminosité émise.

Cette luminosité sur-interpelle son cortex visuel de façon que les glandes hormonales cérébrales secrètent de la mélatonine tout au long de l'exposition et ce, de jour comme de nuit, alors que cette hormone n'est secrétée normalement que durant l'exposition à la lumière du jour.

En plus de cela, ce spécialiste interpelle sur le contenu des programmes destinés aux enfants, qui sont souvent porteurs de messages causant des troubles irréversibles sur sa conception des choses et sur son comportement à

l'âge adulte.

Appuyant son propos par l'adage «A force de banaliser la violence, on repousse les limites de l'acceptable», M. Naït Medjani a attiré l'attention sur des jeux vidéos fortement populaires, mais qui sont truffés de scènes de violence et d'immoralité, constituant ainsi des incitations directes à la criminalité et à la délinquance.

De surcroît, a-t-il poursuivi, même les dessins animés sont pleins de messages subliminaux, imperceptibles de prime abord, mais que les spécialistes commencent peu à peu à dénicher, comportant des allusions perverses et qui sont absorbées par l'inconscient du tout jeune consommateur.

Ces messages subtiles difficilement détectables contribuent dans la formation du psychisme de l'enfant et mène à sa perversion à l'âge adulte, a-t-il avisé.

## Les écrans responsables d'un «autisme acquis»

Aussi, dans la façon même dont sont montés ces dessins animés avec leurs images rapides, éclatantes et désordonnées accompagnées de sons stridents et violents, réside une source d'influence négative sur la psychologie de l'enfant qui, en plus d'en être automatiquement et fortement captivé, cultive une addiction à ces programmes au profit de leurs concepteurs.

Outre les enfants, les adultes ne sont pas moins atteints par les méfaits de la surconsommation des écrans qui interpellent l'attention sur plusieurs informations anarchiques et disparates, déstabilisant ainsi leur organisme, selon

M. Naït Medjani.

Pour sa part, le docteur en psychologie clinique et chef de service au Centre médico-pédagogique de Bouira, Lounes Nallem, a considéré que cette surexposition mène les jeunes consommateurs à un autisme non génétique, mais «acquis».

Ces jeunes sujets présentent les mêmes symptômes qu'un enfant né autiste et risquent de le rester à vie si rien n'est fait : «C'est une réalité scientifique qui n'est plus réfutée et le constat a été fait par plusieurs équipes de recherche dans plusieurs pays», a-t-il fait savoir.

En plus de ce type d'autisme, les enfants victimes d'une surexposition aux écrans présentent des troubles dont la dyslexie, la dyscalculie, la dysgraphie, les difficultés de langage et des troubles de l'interaction avec leur environnement.

Ceci évolue rapidement en Algérie, a averti M. Nallem qui, de par sa propre expérience, a vu le nombre de ses jeunes patients augmenter en passant de 31 il y a 10 ans, à plus de 400 en 2018 et dont les âges varient entre 3 et 14 ans.

«Le constat est sans appel», a soutenu cet expert qui a appelé à l'urgence d'agir pour lutter contre ces phénomènes et «sauver les enfants» en les sevrant judicieusement et ce, en leur limitant le temps passé devant les écrans et sur Internet.

En plus d'un accès limité, un contrôle parental et une forte interaction avec ce dernier sont impératifs pour intégrer l'enfant progressivement dans la vie sociale et l'imprégner de valeurs saines, a-t-il fait valoir.

H. O.

Sour El Ghouzlane (Bouira)

## Des citoyens réclament l'ouverture du service des urgences de l'hôpital

Des centaines de citoyens de la commune de Sour El Ghouzlane (sud de Bouira) ont observé dimanche un sit-in devant l'hôpital de la ville pour réclamer l'ouverture du service des urgences ainsi que la dotation de cet établissement de santé publique de médecins spécialistes pour prendre en charge les préoccupations de la population locale en matière de soins, a-t-on constaté.

Venus des quatre coins de la municipalité de Sour El Ghouzlane, les manifestants, des jeunes pour la plupart, ont pro-

testé contre le «grand retard» qu'accuse l'ouverture du service des urgences nouvellement réalisé.

«La structure des urgences a été réalisée depuis huit ans, mais elle demeure toujours fermée, alors que nous souffrons toujours d'un manque criant en matière de prise en charge médicale», se sont plaints des manifestants à la presse.

«Nous voulons l'ouverture du service des urgences», scandaient les protestataires qui réclamaient, en outre, la dotation de l'établissement public hospitalier de

Sour El Ghouzlane de médecins spécialistes afin de prendre en charge les besoins de la population en matière de soins médicaux.

«Notre hôpital ne dispose pas de médecins spécialistes, nous n'avons ni gynécologue, ni pédiatre, il n'y a rien», a souligné un groupe de manifestants.

Ceux-ci protestent également contre la «non-utilisation» du matériel de radiologie comme le scanner qui, selon eux, «n'a jamais été mis en fonction».

Contactée par l'APS, la directrice de la

santé publique de la wilaya, Ghalem Leila Ilham, n'a pas daigné répondre aux appels.

A Bechloul, à quelque 17 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, une manifestation similaire avait eu lieu il y a quelques jours. Des dizaines de citoyens de cette commune réclament la dotation de l'unique polyclinique de la ville en médecins spécialistes ainsi que la réalisation d'un service des urgences pour prendre en charge les préoccupations de la population en matière de santé.

R. B.

Développé par des scientifiques australiens

## Un test de dépistage du cancer en 10 minutes

Les tests de dépistage du cancer pourraient à l'avenir se faire en 10 minutes avec un taux de fiabilité de 90%, grâce à une nouvelle technique développée par des chercheurs australiens, permettant de détecter des traces de la maladie dans le sang du patient.

Ce test simple et économique s'appuie sur les changements de

couleur d'un fluide pour révéler la présence de cellules malignes et donne des résultats en moins de 10 minutes, selon une étude publiée dans le journal *Nature Communications*.

«Cette découverte a mené à la création d'appareils de dépistage portables et économiques qui pourraient à terme être utilisés comme outils diagnostiques,

potentiellement à l'aide d'un téléphone portable», a indiqué dans un communiqué, Matt Trau, cochercheur à l'université de Queensland en Australie.

Ce test a été rendu possible par la découverte de l'équipe du Queensland selon laquelle l'ADN sain et l'ADN cancéreux adhèrent différemment aux surfaces métalliques. Cela a permis

de développer un test distinguant les cellules saines des cellules cancéreuses à partir de traces d'ADN se trouvant dans le système sanguin. L'échantillon d'ADN est ajouté à de l'eau contenant des nanoparticules d'or : l'ADN des cellules cancéreuses adhère aux nanoparticules, permettant à l'eau de rester rose: l'ADN des cellules

saines adhère différemment aux particules et rend l'eau bleue.

Les chercheurs ont procédé au test sur 200 échantillons humains cancéreux et sains, avec une précision de 90%. Le test n'a pas encore été utilisé sur des humains et des essais cliniques à grande échelle sont nécessaires avant son utilisation sur de potentiels patients. H. M.



Extension de la ville de Tablat (Médéa)

## Projet d'intégration d'un nouveau site urbain

L'extension de la ville de Tablat, à 95 km au nord-est de Médéa, qui se heurte à la problématique de la rareté du foncier, devrait trouver un début de solution avec le lancement d'un projet d'intégration d'un nouveau site au plan directeur d'aménagement et d'urbanisation (Pdau) de la commune, a-t-on appris auprès du directeur de l'urbanisme, l'architecture et la construction (Duac).



Le projet porte sur l'intégration au tissu urbain de la ville de Tablat d'une assiette foncière de 197 hectares, situé au lieu-dit "Bouzagoua", périphérie ouest du chef-lieu de commune, proposée pour la création d'un pôle urbain en mesure d'abriter les futurs projets d'habitat qui seront affectés à la

commune, a indiqué ce responsable, en marge d'une récente visite d'inspection du wali dans la daïra de Tablat. Cette proposition, formulée par l'assemblée communale, est en cours d'étude dans le cadre de la révision du plan directeur d'aménagement urbain (Pdau) de la commune qui sera entamée prochainement, a-t-il

expliqué, précisant que des procédures d'expropriation à l'amiable ont été engagées par les services de la communes en prévision de l'intégration de ce site au portefeuille foncier de la commune.

La concrétisation de ce projet permettra à la commune de disposer d'une assiette foncière assez consistante pour réaliser des pro-

jets habitats en mesure de satisfaire, d'une part, la demande croissante sur le logement, d'entreprendre, également, des actions de modernisation urbaines offrant un visage plus attrayant à cette importante agglomération urbaine, situé dans l'un des plus importants carrefours économiques de la région nord-est de la wilaya. **R. M.**

## Relance du projet de 556 logements LPL à Mezghena

Le projet de réalisation de 556 logements publics locatifs (LPL), sis au nouveau pôle urbain de Mezghena, nord-est de Médéa, qui a connu un retard de plusieurs mois, a été relancé depuis quelques semaines et devrait être réceptionné courant 2019, selon les responsables de l'office de promotion et de gestion immobilière (Opgi).

L'entreprise italienne en charge de l'exécution de ce projet s'était engagée, lors d'une visite d'inspection du wali sur le chantier, d'accélérer le rythme de réalisation des 556 loge-

ments implantés au niveau de ce pôle, en procédant à la livraison graduelle de ce quota, à partir du mois de Mars prochain, avec la réception programmée d'une première tranche de 195 logements, a indiqué le directeur de l'office, Salem Yahiaoui. La réception de ce projet va étoffer, a-t-il ajouté, le parc immobilier situé au niveau de ce pôle urbain qui a déjà accueilli une centaine de ménages, à la faveur de précédentes opérations de distribution de logements, et attend la livraison progressive de nouveaux logements, actuellement en cours de

réalisation, a fait savoir ce responsable.

L'apport des 556 logements LPL, en chantier, permettra à ce pôle urbain, aménagé à l'effet d'accompagner l'évolution démographique que connaît cette localité rurale et bien maîtriser son développement urbanistique, de prendre enfin forme et capter de nouveaux projets, libérant ainsi la commune d'une contrainte de taille, en l'occurrence la saturation de son ancien tissu urbain, frein à l'expansion urbaine, a-t-il estimé. **T. M.**

Ouargla

## Plus de 1.500 postes d'emploi prévus

Au moins 1.500 postes d'emploi, tous grades et spécialités professionnelles confondus, vont être offerts tout prochainement dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris de l'Agence de wilaya de l'emploi (AWEM).

Ces nouveaux emplois se répartissent sur le secteur économique, notamment les compagnies nationales opérant au niveau de champs pétrolifères de la région (950 postes), les entreprises exerçant dans le domaine de gardiennage (300) ainsi que des sous-traitants et entreprises privées (300), a affirmé le directeur de l'AWEM, Mohamed Raik. Ce quota "important" de

postes d'emploi, dont l'offre a été déjà faite par ces entreprises et qui sera bientôt mis à la disposition des demandeurs d'emplois de wilaya, est le fruit de négociations menées dernièrement avec les employeurs concernés, en collaboration avec les services de la wilaya, a-t-il précisé.

M. Raik a fait état d'une augmentation prévue en matière de postes d'emploi offerts au cours de 2019.

Pour assurer la transparence dans le processus de recrutement, le même responsable a souligné que des mesures ont été prises pour bien traiter les offres acquises et les proposer aux demandeurs d'emploi, avec une

priorité pour ceux qui n'ont jamais bénéficié d'un emploi.

S'agissant de l'assainissement du fichier des demandeurs d'emploi, le directeur de l'AWEM-Ouargla a affirmé que ses services ont déjà entamé cette opération, en coordination avec l'ensemble des partenaires, à l'instar de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), du registre du commerce et des différents dispositifs d'aide à l'emploi, dans le but de déterminer le nombre des "véritables demandeurs d'emploi".

Le même responsable a mis

l'accent, en outre, sur la nécessité de veiller à l'organisation du travail de cette instance, y compris ses annexes implantées dans les communes de la wilaya, afin d'ouvrir leurs portes pour accueillir les demandeurs d'emploi et de garantir le service public.

"Les mécanismes de recrutement doivent être strictement appliqués", note M. Raik en soulignant l'importance du retour d'information concernant les résultats des examens de recrutement auprès des employeurs, en insistant, à ce propos, sur la présence d'un "observateur neutre" pour surveiller toutes les étapes de cette opération.

Les services de l'AWEM, dit-il, sont mobilisés pour assurer l'application de la loi et les instructions relatives à l'emploi, notamment celles obligeant les entreprises activant dans les wilayas du sud du pays à accorder la priorité dans leur recrutement à la main-d'œuvre locale.

Tous les partenaires, dont les représentants de la société civile, sont appelés à contribuer à la promotion de l'emploi dans cette wilaya, en évitant tout ce qui peut influencer négativement sur la crédibilité des démarches entreprises pour prendre en charge ce dossier social sensible, a conclu le directeur de l'AWEM-Ouargla.

**Lynda F.**

Tizi-Ouzou

## Mise en service d'un guichet électronique pour les documents biométriques

■ Un guichet électronique de traitement des documents biométriques a été mis en service dimanche au niveau de la mairie du chef lieu de Tizi-Ouzou en présence du chef de l'exécutif local, Abdelhakim Chater. Cette application qui s'inscrit dans le cadre du passage à l'administration électronique mise en œuvre par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales, vise à "alléger les procédures administratives au citoyen, et partant, éliminer les tracasseries et autres lourdeurs et permettre de gagner du temps et d'améliorer les services fournis", a souligné M. Chater.

"Les documents ne seront plus, désormais, demandés au niveau des guichets pour, notamment, le renouvellement de documents administratifs biométriques. Une fois inscrit sur le fichier et s'étant déjà fait fournir une carte nationale d'identité, un permis de conduire ou un passeport, il ne sera plus demandé à l'avenir de fournir encore certaines pièces qui seront consultables automatiquement sur le réseau", a-t-il expliqué.

Installée, également, au niveau de trois annexes de la mairie, celle de Boukhalifa, Nouvelle-ville et la Haute ville, elle sera généralisée graduellement à l'ensemble des mairies au niveau de la wilaya, en commençant, dans un premier temps, par les communes chef lieu de daïra, a-t-il indiqué.

S'agissant des délais impartis pour sa généralisation, le chef de l'exécutif local a fait savoir que cela dépendra de la disponibilité du personnel qui suit actuellement des formations au niveau national.

De son côté, Toulaït Chafiaa, chef de service biométrie au niveau de la mairie a estimé que la mise en service de ce guichet "va soulager grandement et les employés à qui elle facilitera le travail et le citoyen à qui elle allégera les procédures".

**R. T.**



Pourparlers yéménites en Suède

# Griffiths présente une initiative de contrôle commun sur Hodeida

L'envoyé des Nations unies au Yémen, Martin Griffiths, a présenté hier une nouvelle initiative de contrôle commun sous supervision de l'ONU sur la ville de Hodeida aux deux parties du conflit yéménite lors de consultations de paix en Suède, alors que l'accord sur l'échange des prisonniers est en voie d'être finalisé.



L'initiative onusienne sur la gestion de la ville de Hodeida consiste en le retrait de toutes les forces des éléments du mouvement Ansarullah (Houthis) et du gouvernement yéménite et de l'arrêt des combats, ainsi que la création d'une instance commune de gestion du port sous supervision de l'ONU.

Les membres de la délégation gouvernementale yéménite, ayant confirmé avoir reçu cette proposition, comptent réagir aujourd'hui à l'initiative en tenant compte des aspects humanitaires et des «questions de souveraineté».

En ce qui concerne le dossier des prisonniers, trois comités ont été formés, dont un qui se chargera de l'échange de corps des combattants décédés lors du conflit.

Le second comité sera chargé, quant à lui, de réunir les prisonniers détenus par les Houthis à Sanaa et de les transporter par avion à l'aéroport de Sayoun à Hadramout, ainsi que de réunir les prisonniers aux mains du gouvernement yéménite de les envoyer à Sanaa à partir de Hadramout, toujours sous la supervision et la participation de l'ONU et du Comité international de la Croix-Rouge internationale (CICR).

La troisième commission s'occupera, pour sa part, d'enquêter sur les dossiers des personnes disparues, de la libération tout élément détenu dans l'une ou l'autre des parties et dont le nom ne figure pas dans les déclarations échangées.

La délégation du gouvernement yéménite a évoqué, dans ce contexte, de «réels progrès» réalisés sur les aspects techniques des mécanismes d'échange de prisonniers lors des pourparlers.

Quant de la situation à Taiz, les discussions ont porté sur la proposition du gouvernement yéménite de lever le siège et le retrait des éléments houthis des

principales entrées ouest et est de la ville, tandis que la partie houthie a avancé la possibilité d'ouvrir des corridors humanitaires.

Selon des sources médiatiques, les deux parties peuvent procéder, dans les prochaines 48 heures, à la libération de 200 prisonniers de chaque partie, au titre d'un «geste de bonne foi», alors que la délégation gouvernementale insistait sur la libération des quatre dirigeants inclus dans la résolution 2216 du Conseil de sécurité, dont l'ancien ministre de la Défense, le général major, Mahmoud al-Subaihi.

Les nouvelles discussions entre le gouvernement yéménite et les éléments houthis, entamés jeudi à Rimbo (Suède) sous l'égide de l'ONU devraient permettre aux belligérants de s'entendre sur une issue politique au conflit qui a fait au moins 10 000 morts et placé jusqu'à 20 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Selon une source de l'ONU, les deux camps ont exprimé leur disposition à avancer dans les négociations et de se revoir dans les prochains jours.

«Si nous quittons ces consultations en ayant fait des progrès - progrès sur l'instauration de la confiance et l'établissement d'un cadre -, nous pouvons avoir un nouveau cycle de discussions» dans les prochains mois, a confirmé le chef de la délégation Houthis, Mohammed Abdelsalam.

Malgré les positions encore hostiles entre les deux parties, des responsables onusiens se sont félicités de «l'esprit positif» des négociateurs et ont fait état d'avancées notamment sur les conditions de mise en oeuvre d'un accord d'échange de prisonniers conclu cette semaine.

Salem M.

Cisjordanie

## Quatre Palestiniens blessés par les forces d'occupation israélienne

Quatre Palestiniens ont été blessés et plusieurs autres asphyxiés, hier à l'aube, dans des heurts avec les forces de l'armée israélienne, suite à l'incursion de colons dans un site religieux en Cisjordanie, ont indiqué des sources médicales et sécuritaires palestiniennes.

Des affrontements ont éclaté entre Palestiniens et forces d'occupation lorsque des centaines de colons ont fait irruption à Maqam Yousuf, à l'est de la ville de Naplouse en Cisjordanie, ont ajouté les mêmes sources.

Quatre manifestants palestiniens ont été blessés par balles tirées par les forces d'occupation et ont été évacués à l'hôpital, selon les mêmes sources qui font état également de 20 Palestiniens asphyxiés après avoir inhalé du gaz lacrymogène pendant les heurts.

Les habitants de Cisjordanie et de Naplouse craignent que les «maqamat» et les tombeaux des saints, qu'abritent plusieurs villes et villages de la région, ne soient transformés en lieux de pèlerinage pour les colons, en prélude à leur annexion à Israël.

Bilal L.

Syrie

## Appel à condamner les agissements de la coalition dirigée par les Etats-Unis

Le vice-ministre des Affaires étrangères de Syrie, Faisal Mekdad, a appelé dimanche à condamner les agissements de la coalition dirigée par les Etats-Unis en Syrie, a rapporté l'agence de presse d'Etat Sana.

M. Mekdad a tenu ces propos au cours d'une rencontre avec une délégation du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) à Damas.

Il a indiqué que la coalition dirigée par les Etats-Unis commettait des «crimes odieux» dans le nord-est de la Syrie, prenant quotidiennement pour cible des dizaines de femmes et d'enfants en violation de toutes les chartes internationales.

Il a également accusé les milices kurdes soutenues par Washington dans le nord de la Syrie d'empêcher des milliers d'enfants d'aller à l'école pour y poursuivre leur éducation, selon Sana.

Ces propos font référence aux opérations américaines dans le nord-est de la Syrie, qui durent depuis le 10 septembre.

Vendredi, Sana a indiqué que de violentes frappes aériennes de la coalition dirigée par les Etats-Unis avaient détruit le seul hôpital de ville de Hajin, dans l'est de la province de Deir-ze-Zor, tuant huit civils.

La coalition bombarde sans relâche les derniers territoires contrôlés par le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Deach) sur la rive orientale de l'Euphrate, dans l'est de la province de Deir-ze-Zor, afin de soutenir la milice à majorité kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Appuyées par des frappes américaines, les FDS ont lancé le 10 septembre une offensive visant à éliminer l'EI sur la rive orientale de l'Euphrate.

Au total, 849 éléments de l'EI et 508 combattants des FDS ont été tués depuis le début de cette campagne, selon un rapport publié samedi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

K. N.

Sécurité maritime

# L'Inde et la Russie entament des exercices militaires conjoints

Le ministère indien de la Défense a indiqué que les forces armées indiennes et russes entament, hier à Visakhapatnam, dans l'Etat d'Andhra Pradesh (sud de l'Inde) des exercices militaires conjoints d'une durée de 12 jours dans le but d'améliorer leur coordination opérationnelle.

L'objectif principal de cet exercice, lancé en 2003, est d'améliorer l'interopérabilité entre les deux marines, développer une compréhension mutuelle et mettre en place des procédures communes pour les opérations de sécurité maritime, a précisé le ministère de la Défense dans un communiqué.

Les navires de la marine russe, Varyag, l'amiral Panteleyev et Boris Butoma sont arrivés dimanche à Visakhapatnam pour participer à Indra Navy, a indiqué le commu-

niqué. Au cours de cet exercice, baptisé Indra Navy-18, la marine indienne est représentée par l'INS Ranvir, un destroyer de missiles guidés, l'INS Satpura, une frégate de fabrication locale, l'INS Kadmat, une corvette de guerre anti-sous-marine, et les navires IN Kips et Kharhar, deux corvettes de missiles INS Jyoti, a ajouté la même source.

Un sous-marin de la classe Sindhughosh, un avion de patrouille maritime Dornier, un chasseur Hawk et des hélicoptères de combat participent également à cette édition qui se déroule en deux phases.

La phase portuaire, qui se déroulera du 10 au 12 décembre à Visakhapatnam, comporte des conférences de planification, des interactions professionnelles, des visites culturelles, des rencontres sportives et des discussions officielles entre officiers supé-

rieurs des marines des deux pays", a indiqué le communiqué.

La phase maritime, qui aura lieu du 13 au 16 décembre dans le golfe du Bengale, portera principalement sur la guerre anti-sous-marins, les exercices de défense anti-aérienne, les tirs au sol, les opérations de recherche au tableau des visites et les procédures tactiques, a-t-il ajouté.

La Russie est un partenaire majeur de l'Inde dans le secteur de la défense et la coopération ne cesse de se renforcer entre les armées des deux pays, a souligné le ministère indien de la Défense.

L'exercice Indra Navy-18 contribuerait à renforcer davantage la confiance mutuelle et permettrait également le partage des meilleures pratiques entre les deux marines, a indiqué la marine indienne.

K. L.



Madagascar

# Débat télévisé musclé entre les deux prétendants

Les deux finalistes de l'élection présidentielle malgache, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, se sont livrés dimanche soir à un premier débat télévisé musclé qui a laissé éclater leur lourd passif personnel, à moins de deux semaines du second tour du scrutin.



**E**lu président en 2002, M. Ravalomanana a été contraint de quitter la présidence de la Grande île sept ans plus tard après une série de violentes manifestations soutenues par M. Rajoelina, alors maire de la capitale. Celui-ci a ensuite été installé à la tête d'une présidence non-élue par l'armée.

Interdits de candidature pour l'élection de 2013, dans le cadre d'un accord de sortie de crise, les deux rivaux n'ont pas caché leur volonté de solder définitivement leurs comptes pour le scrutin du 19 décembre.

M. Rajoelina, 44 ans, a remporté le premier tour le 7 novembre avec 39,23% des suffrages, devançant de peu M. Ravalomanana, 69 ans, crédité de 35,35%. Dès l'ouverture du débat, diffusé en direct par la télévision publique malgache, ce dernier s'en est pris à son adversaire en l'accusant de lui avoir ravi le pouvoir en 2009 à la faveur d'un "coup d'Etat".

"Vous étiez le leader du mouvement de 2009 qui a commis un coup d'Etat. A cause de cela, le peuple malgache a été piégé dans le cercle de la pauvreté", a dit l'ancien chef de l'Etat.

"Tu vis trop dans le passé", lui a rétorqué son successeur, "ce qu'on attend de nous, c'est ce qu'on peut apporter au peuple aujourd'hui".

Pendant de longues minutes, les deux hommes se sont renvoyés la responsabilité des maux dont souffrent leur pays, de la pauvreté à la corruption ou à l'insécurité et promis de remettre leur pays sur les rails.

"Je me donne 100 jours pour éradiquer l'insécurité", a promis Marc Ravalomanana. "Mes promesses sont mesurables, on peut atteindre l'autosuffisance alimentaire en cinq ans", a ren-

chéri Andry Rajoelina.

"On a besoin d'un président qui prend soin des faibles, il faut un président patriote", a conclu ce dernier au terme de deux heures et demi d'échanges souvent tendus.

"Cette élection est un tournant qui voit concourir un bâtisseur et un destructeur", a résumé son adversaire.

MM. Rajoelina et Ravalomanana doivent s'affronter le 16 décembre dans un deuxième et dernier débat télévisé, à trois jours du second tour de scrutin.

AFP

Gabon

## Son vice-président reconnaît qu'Ali Bongo a fait un AVC

■ Le vice-président du Gabon, Pierre Claver Maganga Moussavou, a reconnu que le président Ali Bongo Ondimba, malade et absent depuis le 24 octobre, avait fait un accident vasculaire cérébral (AVC), une première, aucune source officielle n'ayant jusqu'alors indiqué de quel mal il souffrait.

"Personne ne peut se réjouir de la mort ou de la maladie de quelqu'un d'autre, celui qui n'a jamais connu un AVC, qu'il prie Dieu pour qu'il n'en connaisse jamais", a déclaré M. Moussavou dans un discours prononcé samedi à Franceville (sud-est) en référence à l'état de santé du chef de l'Etat.

"De toute façon, je ne le souhaite pas à qui que ce soit, pas même à mon pire ennemi", a-t-il ajouté devant plusieurs responsables la région du Haut-Ogooué, fief de la famille Bongo.

Le vice-président faisait partie d'une délégation de hauts responsables politiques gabonais qui se sont rendus mardi à Rabat pour y rencontrer le président Bongo qui s'y trouve en convalescence.

Hospitalisé à Ryad le 24 octobre, M. Bongo, 59 ans, y est resté plus d'un mois avant d'être transféré le 29 novembre à Rabat, d'abord dans un hôpital militaire, puis dans une résidence privée pour y poursuivre sa convalescence et sa rééducation. Le porte-parole de la présidence à Libreville, Ike Ngouoni, n'a communiqué qu'à deux reprises sur son état de santé, parlant d'abord de "fatigue sévère", puis de "saignement".

A aucun moment, ni lui ni aucun autre dirigeant gabonais n'avaient dit le mal dont souffrait le chef de l'Etat. Seules des sources non officielles avaient parlé d'un AVC.

Deux vidéos sans son et une photo ont été publiées depuis l'arrivée du président gabonais au Maroc, sur lesquelles il apparaît toujours assis. Son état de santé ayant suscité d'innombrables rumeurs, ces premières images depuis son hospitalisation en Arabie saoudite ont été très partagées sur les réseaux sociaux, avec parfois des doutes sur leur authenticité et des interrogations sur ses capacités à gouverner.

AFP

Maurice

# Tout est bon dans la canne à sucre, même l'électricité

**I**solée dans l'océan Indien et ne pouvant compter que sur elle-même pour son électricité, l'île Maurice s'emploie à diminuer progressivement sa dépendance aux énergies fossiles en développant les énergies renouvelables, notamment la production d'électricité grâce à sa principale culture, la canne à sucre.

Depuis une quinzaine d'années, la bagasse, le résidu fibreux issu du broyage de la canne à sucre, est largement mise à contribution pour produire de l'électricité, au point désormais de pourvoir à 14% des besoins de l'île.

L'île Maurice dispose d'un système tout particulier pour sa production d'énergie: 60% des besoins en électricité de l'île sont produits par quatre sociétés sucrières qui font tourner chacune une centrale thermique. Ces quatre centrales tournent normalement au charbon mais quand la saison de la canne arrive, la bagasse remplace le charbon comme combustible.

En cette fin du mois de novembre, la récolte bat son plein dans les champs environnant la société Omnicane, située dans le sud de l'île Maurice. Une noria de poids lourds tirant d'immenses remorques viennent s'aligner près d'un entrepôt non moins impressionnant pour y décharger leur cargai-

son de canne à sucre fraîchement coupée. Durant la période de récolte, ce sont chaque jour 8.500 tonnes qui sont ainsi acheminées dans cette installation (soit environ 900.000 tonnes de canne dans l'année). Les tiges de canne sont alors broyées afin d'en extraire le jus qui servira à produire le sucre.

La bagasse est de son côté lavée de manière à en extraire le maximum de liquide sucré, puis elle est chauffée pour en réduire le taux d'humidité. Elle part alors alimenter une centrale thermique où elle brûlera à plus de 500°C, une combustion qui permettra à des turbines de produire de l'électricité, dont une très grande partie sera acheminée sur le réseau national (le reliquat servant à alimenter l'entreprise).

## "Disponible 24h/24"

"L'électricité est disponible 24h/24, à la demande, sans avoir à attendre le vent ou le soleil, puisqu'on peut stocker la bagasse comme on le ferait pour l'huile lourde et le charbon", se félicite Jacques D'Unienville, directeur général d'Omnicane.

Quant au CO2 produit lors de la combustion de la bagasse, il est récupéré selon M. D'Unienville "pour la production de gaz carbonique destiné aux entreprises de boissons gazeuses". Au total, près d'un quart

(22%) de l'énergie produite à Maurice est renouvelable, en prenant également en compte le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité.

Et "l'objectif du gouvernement est d'augmenter la part de l'énergie renouvelable dans le mix énergétique à 35% en 2025", explique le Premier ministre adjoint et ministre de l'Énergie, Ivan Collendavello.

"Les 35% ne sont pas très loin. Nous aurons 11 parcs solaires d'ici l'an prochain (2019) et au moins deux parcs éoliens (...). Les producteurs indépendants de l'industrie sucrière continueront à fournir la plus grosse part d'électricité renouvelable à partir de la bagasse", ajoute M. Collendavello.

## Un système menacé

Mais ce système de production pourrait rapidement trouver ses limites tant la filière sucrière mauricienne est confrontée à une concurrence internationale accrue, notamment depuis la fin en 2017 des quotas européens sur le sucre.

"L'abolition des quotas des betteraviers depuis le 1er octobre 2017 ainsi que la surproduction en Thaïlande, au Brésil et en Inde ont entraîné une baisse drastique du prix du sucre sur le marché international et portent un coup fatal à l'industrie sucrière

locale", s'alarme Jacqueline Sauzier, secrétaire générale de la Chambre d'agriculture de Maurice. La chute des prix mondiaux du sucre a entraîné un désengagement de nombreux petits producteurs à Maurice, dont la canne venait alimenter les gros acteurs sucriers. "Le nombre de petits planteurs est passé de 26.000 en 2010 à 13.000 en 2018. Une diminution drastique de 50% en 8 ans", reconnaît le ministre mauricien de l'Agro-industrie, Mahen Kumar Seeruttun.

La question désormais est donc de savoir si Maurice produira suffisamment de canne à sucre pour augmenter sensiblement la part de l'électricité issue de la bagasse dans sa production nationale. Les acteurs du secteur demandent des accès protégés à certains marchés pour pouvoir s'en sortir.

"Maurice est une petite île vulnérable. Nous n'avons pas la capacité qu'ont la Thaïlande, le Brésil et l'Inde mais nous sommes un producteur efficace puisque nous valorisons toute la chaîne de production sucrière. Nous avons besoin d'avoir des accès protégés dans les marchés préférentiels. Les petits pays devraient avoir des quotas en priorité étant donné que nous sommes très vulnérables", plaide ainsi M. D'Unienville.

Agence



# Huawei : Pékin hausse le ton, mais Washington maintient le cap sur le commerce

**Washington a rejeté dimanche l'idée que l'affaire Huawei puisse polluer les négociations commerciales avec la Chine malgré une brusque montée des tensions provoquée par l'arrestation d'une dirigeante du géant des télécoms chinois et marquée par la convocation de l'ambassadeur américain à Pékin.**

Le représentant américain au Commerce (USTR), Robert Lighthizer, négociateur en chef, a en outre affiché une certaine fermeté, soulignant qu'il n'envisageait pas de prolonger la trêve de 90 jours dans la guerre commerciale annoncée la semaine dernière par le président américain, Donald Trump, à l'issue d'une rencontre avec son homologue chinois Xi Jinping en Argentine.

La Chine a convoqué dimanche l'ambassadeur des Etats-Unis pour protester contre l'arrestation de la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei et demandé à Washington de renoncer à sa demande d'extradition.

L'arrestation de Meng Wanzhou, 46 ans, survenue le 1<sup>er</sup> décembre, à la demande des Etats-Unis, a été "fermement" condamnée par Pékin. La justice canadienne doit se prononcer lundi sur son éventuelle libération sous caution.

Washington la soupçonne d'avoir fraudé pour contourner les sanctions américaines contre l'Iran. Pékin "s'oppose fermement" à cette arrestation et "exhorte les Etats-Unis à attacher la plus grande importance à la position solennelle et juste de la Chine", a indiqué dimanche le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué publié après un coup de téléphone du vice-ministre Le Yucheng à l'ambassadeur Terry Branstad. "Le Yucheng a souligné que les Etats-Unis avaient violé les droits légitimes et les intérêts de citoyens chinois, et la nature de cette violation est extrêmement grave", a encore indiqué le ministère.

Interrogé sur l'impact de cette affaire sur



les négociations commerciales, Robert Lighthizer a souligné que "cela ne devrait pas avoir véritablement d'impact". "C'est une affaire criminelle qui est totalement séparée de mon travail ou de celui des personnes travaillant sur la politique commerciale", a-t-il ajouté dans un entretien à CBS.

Comme pour apaiser les tensions, le conseiller économique de la Maison-Blanche, Larry Kudlow, avait pris le soin plus tôt d'affirmer, sur une autre chaîne américaine Fox News, que Donald Trump n'était pas informé de l'arrestation de Meng Wanzhou au moment où il dînait avec son homologue chinois Xi Jinping, le 1<sup>er</sup> décembre à Buenos Aires.

L'influent sénateur républicain Marco Rubio a, lui, estimé qu'il fallait empêcher certaines entreprises chinoises comme Huawei ou ZTE de faire des affaires avec les entreprises américaines, soulignant que celles-ci représentaient une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis.

Si Robert Lighthizer s'est, lui, opposé à

l'idée "d'interdire les entreprises de télécoms chinoises aux Etats-Unis", il a affiché une certaine inflexibilité quant aux négociations en cours avec Pékin.

Reprenant des positions maintes fois évoquées par Donald Trump pour justifier la guerre commerciale, il a accusé la Chine de vol de la propriété intellectuelle américaine, de transfert forcé de technologies et déploré "le capitalisme d'Etat".

"La technologie est l'avantage le plus important dont disposent les Américains. Nous sommes innovants, nous sommes excellents sur le plan technologique", a fait valoir le représentant au commerce, rompu aux négociations difficiles.

Evoquant la trêve des 90 jours, il a déclaré : "En ce qui me concerne, il s'agit d'une date limite". "Quand je discute avec le président des Etats-Unis, il ne parle pas d'aller au-delà de mars. Il parle d'obtenir un accord, s'il y a accord, dans les 90 prochains jours", a-t-il assuré.

Robert Lighthizer a en outre relevé que le

temps était révolu où les Etats-Unis se contentaient de promesses sans que celles-ci soient suivies d'actes concrets comme cela a été le cas, selon lui, ces 25 dernières années. Il a indiqué que Washington attendait donc des avancées tangibles.

Larry Kudlow avait déjà expliqué vendredi que M. Lighthizer appliquerait le principe de prudence rendu célèbre par Ronald Reagan pendant les négociations de désarmement nucléaire avec l'Union soviétique: "Trust but verify" (fais confiance, mais vérifie). Les Etats-Unis attendent de la Chine qu'elle modifie structurellement ses pratiques commerciales, a rappelé Robert Lighthizer. Et à l'attention des marchés très volatils la semaine passée, il a dit qu'ils pouvaient être assurés que s'il y avait un accord, il protégerait la technologie américaine et permettrait d'avoir un accès plus grand à la Chine. Si tel n'était pas le cas, "nous imposons plus de taxes douanières", a-t-il mis en garde.

AFP

## Législatives en Arménie : le Premier ministre a largement remporté son pari

La coalition menée par le Premier ministre arménien, Nikol Pashinian, a triomphé dimanche aux élections législatives anticipées, convoquées par le dirigeant réformateur pour renforcer son pouvoir quelques mois après son arrivée à la tête du pays grâce à un soulèvement populaire.

Selon un décompte portant sur 90% des bureaux de vote, le bloc dirigé par le parti Contrat Civil de M. Pashinian a obtenu 70,45% des votes, a annoncé la Commission électorale centrale. Le parti Arménie prospère arrive en deuxième position avec 8,37% des suffrages.

Nikol Pashinian, un ancien journaliste de 43 ans, est arrivé au pouvoir en Arménie en mai dernier après avoir mené pendant plusieurs semaines des manifestations massives contre le gouvernement alors au pouvoir depuis plus de dix ans.

Mais M. Pashinian ne contrôlait pas le Parlement, encore largement acquis au Parti républicain de l'ex-président Serge Sarkissian, raison pour laquelle, bloqué dans ses réformes, il aspirait à organiser des élections anticipées.

Mi-octobre, Nikol Pashinian a réussi une manœuvre politique en annonçant sa démission, puis en se mettant d'accord avec les députés pour qu'ils échouent deux fois consécutivement à élire un nouveau chef de gouvernement: un prétexte pour la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives anticipées.

Les prochaines élections législatives dans cette ex-république soviétique du Caucase du Sud n'étaient jusqu'alors prévues qu'en 2022.

"Après les élections, nous développerons la démocratie en Arménie et ferons une révolution économique", a déclaré M. Pashinian aux journalistes après avoir glissé son bulletin dans l'urne à Erevan, promettant des élections "libres, équitables et transparentes".

Dans un bureau de vote du centre de la capitale, les électeurs exprimaient leur optimisme à l'égard du changement promis par M. Pashinian et ne cachaient pas leur colère face aux anciens responsables soupçonnés de corruption.

"Grâce à la révolution, nous allons enfin avoir des élections équitables. J'ai voté pour les changements positifs promis par Nikol (Pashinian)", explique à l'AFP, une retraitée de 72 ans, Parzik Avetissian.

"Je veux que soient mis en prison tous ces responsables corrompus qui depuis des années volaient et humiliaient les gens", affirme Garnik Arakelian, un peintre de 52 ans.

- "Position dominante" -

M. Pashinian, qui a lancé depuis son arrivée au pouvoir une croisade tous azimuts contre la corruption - de l'armée ou des douanes jusqu'aux écoles -, prône une "révolution économique" dans un pays où quelque 30% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, selon les statistiques officielles.

Côté politique, le leader de la "révolution de velours" arménienne promet de "sceller davantage l'alliance stratégique avec la Russie et en même temps de renforcer la coopération avec les Etats-Unis et l'Union européenne".

Selon les analystes, M. Pashinian, considéré comme un héros

national pendant les protestations antigouvernementales du printemps, a déployé tous ses efforts pour organiser ces élections anticipées alors qu'il est au sommet de sa popularité.

"Le parti de Pashinian va probablement avoir tous les leviers nécessaires pour accélérer les réformes économiques et politiques promises", indique à l'AFP, l'analyste Guevorg Pogossian.

En septembre, le bloc de Nikol Pashinian a déjà remporté une victoire écrasante aux élections municipales d'Erevan, en recueillant plus de 80% des voix dans la capitale arménienne où habite environ 40% de la population.

"Les élections ont été convoquées dans la vague d'une euphorie révolutionnaire", selon M. Pogossian. "Mais après le scrutin, ce sentiment va inévitablement s'amenuiser, et Pashinian et son équipe devront faire face à la réalité", assure-t-il.

Neuf partis politiques et deux blocs électoraux étaient en lice pour les 101 sièges au Parlement arménien.

Selon la législation arménienne, un parti a besoin de recueillir au moins 5% des voix des électeurs pour pouvoir siéger au Parlement, alors qu'un bloc électoral doit franchir la barre de 7%.

Une fois passés au Parlement, les partis d'opposition doivent cependant y avoir - en vertu de la loi arménienne - au moins 30% des sièges, même s'ils ont enregistré des résultats inférieurs à ce chiffre.

AFP





# Les derniers mots de Khashoggi selon CNN : «Je ne peux pas respirer»

**Les derniers mots de Jamal Khashoggi, le Saoudien tué le 2 octobre à Istanbul, ont été : «Je ne peux pas respirer», a affirmé dimanche CNN en citant une source qui dit avoir lu la transcription d'un enregistrement audio du meurtre.**

**C**ette source, dont CNN ne précise pas l'identité, a déclaré à la chaîne américaine que la transcription montre que le meurtre du journaliste saoudien était prémédité et que plusieurs appels téléphoniques ont été faits pendant le meurtre pour décrire le déroulement de l'opération, effectuée au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

Selon CNN, des responsables turcs estiment que ces appels téléphoniques étaient adressés à de hauts responsables saoudiens à Riyad. Jamal Khashoggi, un membre de l'élite saoudienne devenu critique envers

le prince héritier Mohammed ben Salmane, s'était installé aux États-Unis et écrivait des articles d'opinion pour le *Washington Post*.

Il a été tué le 2 octobre peu après être entré au consulat saoudien.

Selon CNN, la transcription comporte des descriptions d'une lutte de Khashoggi contre ses meurtriers et fait état de sons enregistrés sur la bande alors que le corps du dissident "était démembré par une scie".

La transcription originale a été effectuée par les services de renseignement turcs. CNN indique que sa source a lu une version traduite de cette transcription et a été infor-

mée de l'enquête menée par les autorités turques sur la mort du journaliste.

Par ailleurs, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, a annoncé dimanche que Riyad refuse d'extrader vers la Turquie des personnes suspectées d'être impliquées dans l'assassinat de Khashoggi. La Turquie avait demandé mercredi dernier l'arrestation de deux proches du prince héritier Mohammed ben Salmane dans le cadre de l'enquête sur ce meurtre. "Nous n'extradons pas nos citoyens", a déclaré M. Jubeir lors d'une conférence de presse à Riyad.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé plusieurs fois l'Arabie Saoudite à extrader les suspects dans cette affaire.

Selon la Turquie, une équipe de quinze Saoudiens a été envoyée à Istanbul pour tuer Khashoggi. Riyad déclare pour sa part qu'il s'agit d'une opération non décidée par les autorités et qui a mal tourné.

AFP

## Nick Ayers ne remplacera pas John Kelly à la Maison-Blanche

■ Nick Ayers, que Donald Trump souhaitait nommer secrétaire général de la Maison-Blanche en remplacement de John Kelly, n'occupera pas ce poste, a-t-on appris dimanche de deux sources au fait du dossier.

Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, et le représentant républicain, Mark Meadows, qui préside le cercle conservateur du Freedom Caucus, sont des candidats possibles, dit-on de source informée. Nick Ayers, 36 ans, directeur de cabinet du vice-président Mike Pence, était en discussions depuis plusieurs mois pour occuper le poste.

Selon une source informée, Trump aurait demandé à Ayers de s'engager avec lui pour deux ans. Mais ce dernier, père de triplés en bas âge, ne pouvait pas s'engager que jusqu'au printemps 2019, avait dit samedi un responsable de la Maison-Blanche.

Nick Ayers a déclaré dimanche qu'il allait bientôt quitter la Maison-Blanche, apparemment pour retourner en Géorgie, d'où il est originaire.

«Je vais partir à la fin de l'année mais je travaillerai avec les équipes #MAGA (Make America Great Again, le slogan de Trump, Ndlr), pour faire avancer les choses», écrit-il sur Twitter.

Le président américain a confirmé plus tard sur Twitter que Nick Ayers n'occuperait pas cette fonction.

«Je suis en train de faire passer des entretiens à des gens vraiment formidables pour le poste de secrétaire général de la Maison-Blanche. Les médias de *Fake News* ont assuré qu'il s'agissait de Nick Ayers, une personne géniale qui fera toujours partie de notre programme #MAGA», écrit-il, ajoutant qu'il prendrait une décision prochainement. Donald Trump n'a pas donné d'explication au départ de John Kelly, annoncé samedi, mais il se disait depuis un moment que l'ancien général du Corps des marines, appelé à la Maison-Blanche à l'été 2017 pour y remettre de l'ordre, n'avait plus les faveurs du président américain.

Reuters

# Khashoggi : Riyad refuse d'extrader en Turquie des suspects saoudiens

**R**iyad refuse d'extrader en Turquie des personnes suspectées d'être impliquées dans l'assassinat à Istanbul du journaliste saoudien Khashoggi, a affirmé, dimanche à Riyad, le ministre des Affaires étrangères Adel al-Jubeir, après une demande en ce sens d'Ankara.

La Turquie avait demandé mercredi l'arrestation de deux proches du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane en lien avec le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dans le consulat de son pays.

"Nous n'extradons pas nos citoyens", a annoncé M. Jubeir lors d'une conférence de presse à Riyad.

D'après l'agence de presse étatique Anadolu, la justice turque a émis des mandats d'arrêt visant Ahmed al-Assiri et Saoud al-Qahtani, accédant à la requête du procureur général d'Istanbul, qui les soupçonne de "faire partie des planificateurs" du meurtre.

Les deux hommes ont été démis de leurs fonctions le 20 octobre alors qu'une tempête diplomatique s'abattait sur Riyad après le meurtre de Khashoggi, qui a considérablement terni l'image de la pétromonarchie, notamment celle de Mohammed ben Salmane.

Après avoir affirmé dans un premier temps que le journaliste avait quitté vivant le consulat, Riyad a fini par reconnaître, sous la pression internationale, qu'il avait été

tué et démembré à l'intérieur de la représentation diplomatique.

Le mois dernier, le procureur général saoudien avait annoncé que 11 suspects détenus en lien avec l'enquête sur le meurtre avaient été inculpés, sans communiquer leur identité. M. Jubeir avait souligné pour sa part que Mohammed ben Salmane n'avait "rien à voir" avec cet assassinat.

La justice saoudienne s'est dite prête à coopérer avec les enquêteurs turcs qui mènent leurs propres investigations. Mais depuis le début de l'affaire, une extrême méfiance règne de part et d'autre.

"Selon nous, les autorités turques n'ont pas été aussi coopératives que ce qu'elles auraient dû être", a affirmé dimanche M.

Jubeir.

"Les informations que nous avons reçues de la Turquie sont des informations qui avaient déjà fuité dans les journaux. Nous avons demandé à nos amis en Turquie de nous fournir des preuves que nous pouvons utiliser en justice. Nous ne les avons pas reçues comme nous aurions dû les recevoir", a-t-il ajouté.

"Je crois que la Constitution turque interdit l'extradition de citoyens turcs. Je trouve donc intéressant qu'un pays qui ne nous fournit pas d'informations émette des mandats d'arrêt" et demande l'extradition de suspects, a-t-il déclaré.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a plusieurs fois réclamé

l'extradition des suspects arrêtés par Riyad, mais ce dernier insiste pour que tout procès se déroule en Arabie Saoudite.

Selon le récit des événements des autorités saoudiennes, le général al-Assiri, ancien chef-adjoint du renseignement saoudien, a ordonné à une équipe de 15 agents saoudiens de ramener "de gré ou de force" Khashoggi en Arabie Saoudite. Une fois sur place, il aurait décidé de tuer le journaliste.

Quant à al-Qahtani, il fait partie des 17 responsables saoudiens visés par des sanctions annoncées mi-novembre par le Trésor américain, "pour son rôle dans la préparation et l'exécution de l'opération" contre le Khashoggi. AFP



Huawei

# Meng Wanzhou réclame sa remise en liberté sous caution

**La directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei, détenue depuis le 1er décembre au Canada, réclame sa remise en liberté sous caution en attendant une audience d'extradition, citant des raisons médicales, selon des documents de justice transmis dimanche.**

**M**eng Wanzhou, 46 ans, a été arrêtée il y a une semaine alors qu'elle était en transit entre deux vols à l'aéroport de Vancouver, et risque désormais d'être extradée vers les Etats-Unis.

Elle est la fille du fondateur de Huawei, société que les agences du renseignement américain présentent comme liée au gouvernement chinois.

Les Etats-Unis accusent Meng d'avoir dissimulé des liens existant entre l'équipementier télécoms chinois et une firme qui essayait de contourner les sanctions américaines contre l'Iran. Elle est passible de poursuites pour conspiration en vue de frauder de multiples



institutions financières, avec une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison pour chacun des chefs d'accusation qui la vise.

Lors d'une déclaration sous serment, Meng Wanzhou a dit qu'elle était innocente et qu'elle contesterait les allégations qui lui sont imputées devant la justice américaine si elle était extradée aux Etats-Unis.

Meng Wanzhou a également

indiqué avoir été transportée à l'hôpital pour recevoir des traitements médicaux pour de l'hypertension causée par son arrestation. Elle a cité l'hypertension comme facteur dans sa demande de libération sous caution dans l'attente de son audience d'extradition.

Elle affirme avoir des relations de longue date à Vancouver, remontant à plus de 15 ans, ainsi que des biens immobiliers importants dans la ville.

Dans les documents de justice transmis dimanche, Huawei a éga-

lement indiqué que ses opérations en Iran "respectaient strictement les lois, les règles et les sanctions en vigueur" instaurées par les Nations unies, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Le ministre chinois des Affaires étrangères a convoqué dimanche l'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin pour "protester énergiquement" contre son arrestation.

Le Yucheng lui a dit que Washington avait formulé une "demande insensée" aux Canadiens pour qu'ils arrêtent Meng.

"Les actes des Américains ont gravement violé les droits légaux et légitimes de cette Chinoise, et par leur nature, ces actes sont extrêmement mauvais", a ajouté Le.

La Chine exhorte les Etats-Unis à prêter attention à la position juste de Pékin et à revenir sur le mandat d'arrêt qu'ils ont lancé.

Le même vice-ministre avait, samedi, signifié à l'ambassadeur du Canada en Chine que son pays s'exposerait à de graves conséquences s'il ne remettait pas sans attendre Meng Wanzhou en liberté.

Reuters

Brésil

## Un proche du secteur agricole futur ministre de l'Environnement

■ Le président élu brésilien Jair Bolsonaro a annoncé dimanche avoir choisi Ricardo de Aquino Salles, un avocat soutenu par les géants de l'agriculture, pour occuper le poste de ministre de l'Environnement de son futur gouvernement. Salles, 42 ans, a été secrétaire à l'Environnement de l'Etat de Sao Paulo de 2016 à 2017, quand le centriste Geraldo Alckmin était gouverneur de l'Etat.

A la tête d'une organisation qui prône une diminution de la bureaucratie et des impôts, il avait reçu ces derniers jours le soutien des milieux d'affaires et du secteur agricole. Les défenseurs de la nature craignent qu'il ne favorise l'agriculture au détriment de l'environnement, en particulier en Amazonie, un des derniers grands poumons verts de la planète en ces temps de réchauffement climatique. Jair Bolsonaro et certains de ses conseillers ont vivement critiqué par le passé les amendes infligées aux agriculteurs qui se rendent coupables de déforestation illégale. Le président élu entend aussi assouplir les normes environnementales pour faciliter les projets d'infrastructures et le développement économique.

Reuters

Nouvelle-Zélande

## La Première ministre s'excuse après le meurtre d'une jeune britannique

■ La Première ministre de Nouvelle-Zélande Jacinda Ardern, a présenté lundi ses excuses à la famille d'une jeune britannique tuée tandis que son meurtrier présumé était présenté à la justice, ont rapporté des médias locaux.

"Alors au nom de la Nouvelle-Zélande, je veux présenter mes excuses à la famille de Grace, votre fille aurait dû être en sécurité ici et elle ne l'a pas été, j'en suis désolée", a dit la Mme Ardern, s'adressant à la famille de la victime. La Première ministre, a ajouté que les Néo-Zélandais "ressentaient une forme de honte collective après le meurtre de Grace Millane", dont le corps a été trouvé dans un parc près d'Auckland.

"Il existe un sentiment accablant de douleur et de honte que cela se soit produit dans notre pays, un pays qui se targue de son hospitalité, de son manaakitanga", a-t-elle poursuivi.

Un homme de 26 ans qui "ne peut être identifié pour des raisons juridiques", a été inculpé lundi par un tribunal d'Auckland et placé en détention provisoire. Grace Millane dont le corps a été découvert dimanche, a disparu le 1er décembre courant, à la veille de son 22e anniversaire. Elle effectuait un tour du monde d'un an après avoir obtenu son diplôme universitaire. Elle se trouvait en Nouvelle-Zélande depuis deux semaines après avoir passé plus d'un mois en Amérique du Sud.

R. I.

Portugal

## Fronde des pompiers contre un projet de réforme

**L**a Ligue des pompiers portugais (LBP) a menacé dimanche de ne pas intégrer le dispositif de lutte contre les incendies de la protection civile, pour protester contre un projet de réforme du gouvernement visant à plus de centralisation.

D'ores et déjà, la Ligue des pompiers a décidé "de suspendre, à partir de dimanche, l'envoi d'informations sur les opérations aux centres de secours régionaux", selon un communiqué.

A l'origine de cette fronde, une réforme du commandement de la protection civile approuvée fin octobre en Conseil des ministres. Elle prévoit notamment un enca-

drement plus étroit du commandement des pompiers à l'échelle nationale, censé leur permettre de combattre plus efficacement les feux de forêt, qui ont fait une centaine de morts en 2017.

La Ligue des pompiers, qui rassemble des volontaires et des professionnels, refuse cette mesure, s'estimant déjà capable d'organiser le commandement dans les zones du pays sous son contrôle.

Elle souhaite en outre la création d'une direction nationale des pompiers indépendante.

Le président de la Ligue des pompiers, Jaime Marta Soares, a de son côté laissé planer la menace de "ne pas intégrer le

dispositif de lutte contre les incendies" l'année prochaine si les revendications n'étaient pas entendues.

"C'est absolument irresponsable et cela met en cause la sécurité des Portugais", a réagi le ministre portugais de l'Intérieur, Eduardo Cabrita.

M. Cabrita a par ailleurs souligné que la réforme n'avait pas encore été soumise au vote du Parlement et qu'un dialogue était en cours entre les différentes institutions visées.

Fin novembre, plusieurs centaines de pompiers s'étaient déjà rassemblés à Lisbonne pour dénoncer le projet de loi.

R. I.

Allemagne

## Trafic ferroviaire fortement perturbé par une grève

**L**e trafic ferroviaire de longue distance était fortement perturbé lundi matin en Allemagne par un débrayage de quatre heures, a annoncé la compagnie Deutsche Bahn.

"Actuellement, le trafic ferroviaire longue distance est suspendu", a déclaré la compagnie sur son site internet. La grève, organisée par le syndicat EVG à l'appui de revendications salariales, a commencé à 05h00 (04h00 GMT) et devait durer jusqu'à 09h00 (08h00 GMT). Le trafic régional a lui aussi été affecté. Les Länder de Bavière et de Rhénanie du Nord-Westphalie étaient particulièrement touchés.

La circulation des trains de marchandises était elle aussi perturbée. EVG avait appelé à la grève après l'échec de négociations salariales avec la direction de

Deutsche Bahn. Le syndicat réclame une hausse de 7,5% et a formulé également des revendications portant sur le temps de travail et les congés.

Ce syndicat, qui représente la majeure partie des employés des chemins de fer, avait déclaré dès samedi que des grèves d'avertissement seraient inévitables dans les temps à venir, ce qui laisse craindre d'autres perturbations dans le trafic ferroviaire autour de Noël.

Deutsche Bahn dit avoir proposé une augmentation des salaires de 5,1%, en deux temps, assortie d'une prime de 500 euros. Le tout mis ensemble, cela équivaut à une hausse de 7%, fait valoir la compagnie.

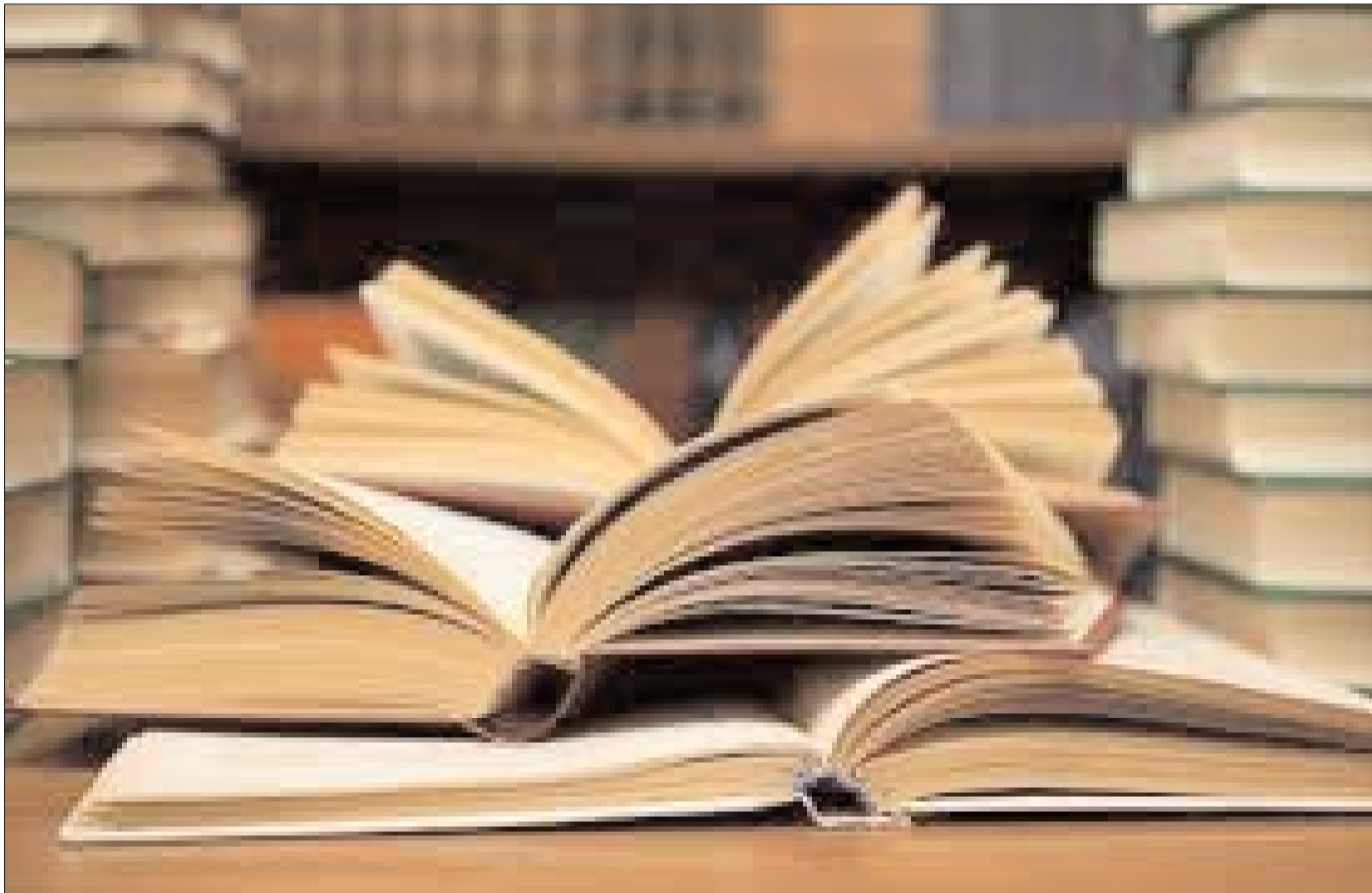
Reuters



Colloque littéraire national Choumouâ la tantafi d'Oran

# Hommage au romancier Mohamed Bachir Bouyedjra

La 8<sup>ème</sup> édition du Colloque littéraire national Choumouâ la tantafi, ouverte dimanche au Théâtre régional Abdelkader Alloula d'Oran a rendu hommage au romancier Mohamed Bachir Bouyedjra, père de l'Ecole d'histoire de la littérature algérienne.



L'universitaire Mohamed Bachir Bouyedjra a été honoré pour ses ouvrages ayant trait à l'histoire de la littérature algérienne, ainsi que sa contribution à la formation des générations d'étudiants en tant que superviseur de thèses ayant enrichi la littérature algérienne, a-t-on souligné.

A cette occasion, l'universitaire Mohamed Bachir Bouyedjra a exprimé sa satisfaction quant à l'hommage qui lui a été rendu, tout en saluant les efforts déployés par les organisateurs qui «œuvrent à promouvoir la culture et à mettre en exergue des personnalités intellectuelles d'Oran», soulignant que ses contributions littéraires «ne sont qu'un devoir pour lui comme enseignant à l'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella».

En marge de cette manifestation, le romancier Bouyedjra a

déclaré à l'APS, qu'«il faut accorder un intérêt particulier à la culture comme «principal nerf» de la formation humaine et oxygène de la vie, qui renforce le lien des jeunes avec leur identité, leur patrimoine et leur réalité intellectuelle», notant dans ce contexte, «que ceci est tellement important que l'Occident s'intéresse davantage à cette question plus que d'autres».

Dans le même ordre d'idées, l'enseignant honoré a appelé à davantage d'activités culturelles au niveau local, à renforcer l'acte culturel, à soutenir les associations qui œuvrent pour animer le mouvement culturel, à intensifier les manifestations et activités et à impliquer la presse pour attirer le plus grand nombre possible de public. Pour l'enseignant Stambouli Nacer, de l'université d'Oran 1, «cet hommage est unique en son genre et fonda-

mental dans la mesure où il renforce la jonction entre le corps universitaire et la culture», ajoutant que l'enseignant Bouyedjra «résume la réussite universitaire par son parcours scientifique qui a abouti à un discours socio-culturel ainsi qu'à un travail acharné de l'histoire de la littérature algérienne».

Le romancier Mohamed Bachir Bouyedjra «est un fervent intellectuel algérien en histoire de la littérature algérienne ancienne qui a fondé, à travers ses oeuvres et études, la pensée de la littérature algérienne moderne», a souligné l'universitaire du département de traduction de la même université, Mohamed Zaoui.

Mohamed Bachir Bouyedjra a, à son actif, plusieurs publications littéraires dont l'*Emir Abdelkader et la littérature arabe contemporaine* où il aborde la place qu'occupe le

chef de la résistance populaire algérienne dans la poésie arabe et *La dialectique du génie et de la modernité dans la pensée de l'Emir Abdelkader*. Son dernier ouvrage *Histoire du roman* vient d'être publié.

La première journée de cette manifestation, à laquelle a assisté la doyenne de la Faculté des lettres et des arts de l'université d'Oran 1, le membre du Conseil de la nation, Kazi Tani Abdelhak, des hommes de culture, des chercheurs en littérature et théâtre et des universitaires, a été marquée par des lectures poétiques déclamées par une pléiade de poètes venus de différentes wilayas du pays. Cette rencontre de trois jours est initiée par la Maison de la culture Zeddour Brahim Belkacem et la direction de la culture, en collaboration avec l'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella.

Salem M.

Exposition d'arts plastiques à Annaba

## Des peintures à l'huile suscitent l'intérêt des visiteurs

Les toiles de peinture à l'huile du peintre Abdellah Ghadjati, originaire de la wilaya de Sétif, réalisées à l'aide de techniques novatrices ont suscité l'intérêt des visiteurs venus à l'exposition nationale des arts plastiques, qui s'est ouverte, samedi soir au Palais de la culture et des arts Mohamed Boudiaf de Annaba.

A travers 17 peintures à l'huile, dont 14 réalisées avec des techniques innovantes, cet artiste plasticien a utilisé des techniques consistant à combiner les couleurs et les formes et à mettre en relief les angles et les dimensions pour valoriser, par le biais de ces oeuvres, le patrimoine national et sa beauté.

«La richesse et la diversité du patrimoine national constituent un trésor inestimable et une référence valorisante pour tous les peintres pour exprimer à coups de pinceau leur inventivité», a souligné ce même artiste, en expliquant son travail aux visiteurs, ajoutant que les peintures exposées traduisent «l'esthétique du patrimoine, les femmes, les êtres vivants ainsi que la réalité et ses contradictions».

Abdellah Ghadjati estime, par ailleurs, que le recours à de nouvelles techniques dans le domaine de l'art plastique constitue «une opportunité en matière d'innovation et de créativité pour valoriser le patrimoine culturel et national et lui permettre de se frayer une place sur la scène des arts plastiques à l'échelle mondiale».

Pour sa part, le plasticien Mohamed Demis de Annaba participe à cette exposition nationale par le biais d'un ensemble de peintures de style abstrait d'une grande intensité expressive.

A travers ses peintures, cet artiste s'est appuyé sur des références et des peintures rupestres relatant l'histoire de l'humanité et la capacité de l'homme à faire ses preuves et à imprimer son empreinte dans l'édification des civilisations qui jalonnent l'histoire.

C'est également le cas des peintures de l'artiste Zahia Dahal de la wilaya d'Annaba, qui participe avec 10 peintures et 8 sculptures, conjuguant les formes et les couleurs, en plus de bijoux et d'habits traditionnels algériens.

Cette exposition, organisée dans le hall du Palais de la culture et des arts Mohamed Boudiaf, a vu la participation de 54 artistes, dont des amateurs et des passionnés représentant les ateliers de dessin de la Maison de la culture de Annaba.

Initiée par la direction de la culture de la wilaya de Annaba, l'exposition nationale des arts plastiques se poursuit avec la participation de huit wilayas de l'est du pays jusqu'au 10 décembre en cours.

Reda A.

Festival international du cinéma d'Alger

## José Martí, l'oeil du canari projeté

La fiction historique *José Martí, l'oeil du canari* un retour sur l'enfance de José Martí, figure historique de Cuba et de l'Amérique latine, du réalisateur cubain Fernando Pérez Valdès, a été projeté dimanche à Alger. D'une durée de 120 mn, ce film a été projeté à la salle Ibn Zaydoun, dans le cadre du 9<sup>ème</sup> Festival international du cinéma d'Alger (Fica), dédié au film engagé, qui a choisi de présenter ce film au public en

dehors de la compétition clôturée samedi.

Mené comme un biopic sans être pour autant un film historique, *José Martí, l'oeil du canari* s'intéresse de très près à l'enfance de cette personnalité et fait découvrir au public José Martí, né en 1853 à La Havane, entre 9 et 17 ans.

Issu d'une famille pauvre, José Martí n'a pas droit à l'éducation jusqu'à un âge un peu avancé grâce à un directeur d'école qui le

prend sous son aile, il est témoin direct dans son enfance de l'esclavage et des affres du colonialisme espagnol dans son pays.

Le film montre également l'exil forcé du jeune homme en Espagne, suite à une fouille de son domicile, où il poursuit des études supérieures en lettres et en droit et où va briller comme poète et philosophe engagé militant pour l'indépendance de Cuba et pour la modernité.

Une fois amnistié, José Martí réside au Mexique et au Guatemala d'où il publie des écrits révolutionnaires qui arrivent à Cuba et qui feront sa popularité, avant qu'il ne rejoigne à 25 ans son pays toujours colonisé et marque le début de son combat révolutionnaire.

Inauguré le 1<sup>er</sup> décembre, le 9<sup>ème</sup> Fica a pris fin dimanche soir après la projection du film *Pieds nus dans l'aube*, une adaptation

du roman autobiographique du chanteur québécois Felix Leclerc réalisée par son fils Francis Leclerc, également en hors compétition. Lors de la cérémonie de remise des prix, tenue samedi, *L'autre côté de l'espoir* du Finlandais Aki Kaurismäki avait reçu le Grand prix de la catégorie fiction, alors que le Grand prix du documentaire a été attribué à *I am not your negro* du Haïtien Raoul Peck.

Reda A.



Tout est important, tout est beau, tout est triste. Par où commencer si l'on choisit de dire la vie et d'en faire une œuvre d'art ?  
Michèle Mailhot



# FEMMES

ILS ONT DIT :

Combien généreuse est la vie pour l'homme, mais combien l'homme se tient éloigné de la vie!

Khalil Djebrane

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Meghan Markle : cette nouvelle démission qui risque de nuire à sa réputation

Rien ne va plus pour Meghan Markle. Malgré l'heureuse annonce de sa grossesse, la duchesse de Sussex est au centre de graves rumeurs. Souvent décrite comme ingérable et capricieuse, la future maman ferait vivre un véritable enfer à ceux et celles qui travaillent pour elle. Des bruits de couloir que la démission de son assistante personnelle, Melissa Touabti, a confirmés en octobre dernier. «Son poste était soumis à une très intense pression et au final, c'en était trop». «Meghan lui en demandait beaucoup et elle a fini en larmes. Melissa est une grande professionnelle, mais la situa-

tion était arrivée à un point critique et il valait mieux pour toutes les deux qu'elles suivent des chemins séparés», avait révélé une source proche au *Daily Mail*.

Deux mois plus tard, une autre nouvelle risque de gonfler les rumeurs selon lesquelles Meghan Markle est une cliente plutôt difficile, voire invivable. Après 17 ans de bons et loyaux services, Samantha Cohen, fidèle secrétaire de la famille royale britannique, a posé sa démission. Surnommée «Samantha la panthère», cette mère de famille de 50 ans était devenue indispensable à la reine Elizabeth II, au point que celle-ci ne la nomme com-

mandant de l'Ordre royal victorien.

Selon les informations du *Daily Mail*, Samantha Cohen avait rejoint l'équipe de Meghan Markle et du prince Harry de façon temporaire, l'été dernier. Séduits, les jeunes mariés lui ont récemment proposé de travailler pour eux à titre permanent. Une offre que la principale intéressée a tout simplement déclinée. «Sam sera une énorme perte», confie une source du palais de Kensington. Samantha Cohen a annoncé qu'elle quitterait ses fonctions après l'accouchement de Meghan Markle au printemps prochain.

### ANTI-ÂGE

## QUELS ACTIFS NATURELS POUR SOIGNER LES PEAUX MATURES ?

Avec l'âge la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

### Peau mature : ce qui la définit

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent : rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symptômes trouvent leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau).

Certains facteurs environnementaux accélèrent le vieillissement en oxydant les cellules de la peau : le tabac, le soleil (UVA), l'alcool, l'alimentation... Une bonne hygiène de vie permet de retarder le processus oxydatif des cellules. Côté soins, certains actifs permettent de retarder le mécanisme de vieillissement.

### Ses besoins

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au stress oxydatif (radicaux libres).

### Les actifs naturels adaptés

Pour traiter les rides : on privilégie les soins bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centella asiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces anti-oxydants vont stimuler les fibroblastes (cellules

de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène. Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorella vulgaris, l'extrait de bouleau blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

### Un soin anti-âge maison

Ce masque antioxydant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette proposée par Natacha Thibault dans Mes 50 meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

### Ingrédients :

- 50 g de chocolat noir bio
- 1 goutte d'huile de noix de coco

2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-ylang

### Mode d'emploi

Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie. Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.

### YEUX

## Connaissez-vous leurs quatre ennemis cachés ?

On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

### LE TABAC : LE PRINCIPAL ENNEMI

Acroléine, toluène, acide cyanhydrique sont trois des substances que l'on trouve dans les cigarettes. Ce sont surtout trois substances particulièrement irritantes (l'acroléine fut longtemps

utilisée dans le gaz lacrymogène) qui favorisent l'apparition de trois maladies oculaires : la cataracte, la DMLA et la dégénérescence du nerf optique.

Inutile, donc, de vous faire un dessin : pour préserver la santé de vos yeux, il est temps d'arrêter de fumer ! Allez : on vous aide en vous donnant 3 méthodes douces pour arrêter de fumer.

### LE SUCRE : UN ENNEMI CACHÉ

Votre médecin vous a peut-être déjà expliqué que le diabète peut provoquer de très sérieux troubles oculaires, mais on ignore souvent que, sans être diabétique, avoir un peu trop de sucre

dans le sang (ce qui peut arriver si vous êtes ce qu'on appelle un bec sucré !) peut, à la longue, entraîner des lésions des cellules oculaires. Apprenez donc, petit à petit, à manger moins sucré. Et si le sucre vous manque trop, remplacez-le dans vos recettes par du sirop d'érable, du sirop d'agave ou encore de la stevia. On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

### 4. LE SOLEIL : UN ENNEMI TROP SOUVENT NÉGLIGÉ

Si l'on pense à protéger les yeux de nos enfants derrière des lunettes de soleil, on oublie bien souvent que nos rétines à nous sont également sensibles aux ultraviolets, et plus particulièrement aux UVA. Pour résumer : si vous ne pensez pas à cacher vos yeux derrière des verres filtrants anti UVA, surtout l'été en cas de forte luminosité et l'hiver à la montagne, non seulement vous risquez d'attraper (sur le moment) un coup de soleil de l'œil, mais en plus vous risquez de développer une cataracte ou une DMLA précoce.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

32es de finale de la Coupe d'Algérie de football

## DRBT-CRB et ESS-OM, les chocs

## Havre AC Ferhat retrouve ses talents de passeur

■ L'Algérien du Havre Zinedine Ferhat a retrouvé ses talents de passeur samedi soir, à l'occasion du 8e tour de la Coupe de France de football, en distillant une belle offrande pour le troisième but de son équipe, vainqueur (5-1) chez la modeste formation de Régionale 3, Villers-Houlgate. L'ex-N.7 de l'USM Alger a été sacré meilleur passeur du championnat de Ligue 2 française l'an dernier, avec un nombre historique de 20 offrandes, grâce auxquelles il avait tout bonnement pulvérisé l'ancien record détenu par Fayçal Fajr du Stade Malherbe de Caen, avec 15 passes décisives lors de la saison 2013-2014. Sur sa lancée, l'international algérien de 25 ans a relativement bien démarré la saison en cours, s'emparant même de la première place au classement des meilleurs passeurs avec quatre offrandes, avant de connaître un passage à vide l'ayant fait reculer à la 6e place. Un rang qu'il partage actuellement avec sept autres joueurs dont trois Algériens, à savoir Walid Meslouh (RC Lens), Riad Nouri (AC Ajaccio) et Farid Boulaya (FC Metz).

CAN 2018 de handball  
(dames/quarts de finale)

## Les Algériennes éliminées par l'Angola

■ La sélection algérienne de handball (dames) a été éliminée de la Coupe d'Afrique des nations, en perdant largement devant son homologue angolaise sur le score de 41 à 17 (mi-temps: 21-6), dimanche à Brazzaville (Congo) pour le compte des quarts de finale de la CAN-2018. La sélection angolaise, tenante du titre et sacrée championne d'Afrique à 12 reprises, sera opposée en demi-finales au vainqueur de la rencontre entre le Cameroun et le Congo. Les Algériennes avaient bouclé le tour préliminaire avec un bilan d'une victoire devant la Côte d'Ivoire (27-25), un match nul face à la Tunisie (24-24) et deux défaites, respectivement face au Cameroun (18-32) et au Sénégal (22-35). De son côté, l'Angola a écrasé ses adversaires lors du premier tour : Guinée (40-17), Maroc (50-14), RD Congo (33-24) et Congo (32-19), affichant d'emblée son ambition de préserver sa couronne. La première demi-finale de la CAN-2018 dames est déjà connue. Elle mettra aux prises la RD Congo qui avait battu la Tunisie 37-30 au Sénégal qui a pris le dessus sur la Guinée 23-16.

Coupe d'Algérie de tir à l'arc  
(toutes catégories)

## Domination des ligues d'Alger et de Boumerdès

■ Les archers représentant les ligues d'Alger et de Boumerdès ont dominé les finales de la Coupe d'Algérie de tir à l'arc indoor (toutes catégories) qui a pris fin samedi à la salle omnisports Mohamed-Baâziz de Blida, a-t-on appris dimanche de la Fédération algérienne de tir sportif (FATS). La Ligue d'Alger a remporté cinq médailles (3 or et 2 argent) grâce aux clubs d'Alger-centre et du CSTA El Harrach, suivie par Boumerdès avec 5 médailles (2 or, 1 argent et 2 bronze) et Tipasa avec 7 médailles (1 or, 3 argent et 3 bronze). Les médailles d'or de la Ligue d'Alger sont l'oeuvre de Hamrouche Meriem chez les seniors dames et Khaïet Mohamed chez les benjamins, alors que Bellal Yasmine d'El Harrach a été sacrée chez les cadettes. La Ligue de Boumerdès a décroché ses deux médailles d'or grâce à Lazreg Abdelhak (poussins) et Lazrag Mohamed-Rayane chez les cadets. Quatre-vingt-quinze (95) archers représentant 12 ligues ont pris part à la Coupe d'Algérie de tir à l'arc.



Le tirage au sort des 1/32e de finales de la Coupe d'Algérie de football, effectué avant-hier soit à l'école de l'hôtellerie d'Aïn Benian (Alger) a donné lieu à des affiches très intéressantes entre des formations de Ligue I et d'autres avec des équipes de Ligue II dans des rencontres qui pourraient être équilibrées. Ainsi, l'affiche de ce tour opposera le DRB Tadjenanet au CR Belouizdad qui sont toutes deux de la Ligue I. Ainsi et même s'ils se trouvent dans une situation très difficile en championnat cela n'empêche pas qu'ils se donneront à fond pour tenter d'aller loin dans cette épreuve populaire. D'ailleurs, le Chabab qui a été repris par le groupe Madar et qui semble maintenant mieux structuré avec l'arrivée de Saïd Allik comme DG, devrait montrer un nouveau visage lors de la phase retour du championnat et fera tout ce qui est de son possible pour offrir un autre titre à ses fans après la Coupe d'Algérie décrochée il y a deux de cela. Aussi, le spécialiste de l'épreuve, l'Entente de Sétif donnera la réplique à l'O Médéa dans une rencontre qui pourrait être équilibrée, surtout que les deux clubs souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition, à un degré plus pour la formation des Hauts Plateaux qui souhaite sauver sa sai-

son après avoir perdu tous ses objectifs jusque là, dont le dernier était la Coupe arabe. Le champion d'hiver de la Ligue I Mobilis, l'USM Alger reçoit l'ASM Oran et compte composer son billet pour le prochain tour et ensuite aller le plus loin possible dans cette compétition. Un doublé (Coupe-Championnat) sera le bienvenu pour les Rouge et Noir qui s'investiront à fond pour réussir cet objectif. Il y aura aussi un derby algérois fort intéressant entre le RC Kouba et le Mouloudia d'Alger et qui devrait tenir en haleine les supporters des deux clubs.

Le détenteur du trophée, l'USM Bel Abbès aura une tâche facile devant MS Cherchell, alors que le CS Constantine, champion d'Algérie en titre, sera opposé au RC Bougaa.

Pour ce qui est des 1/16e de finales dont le tirage au sort a été effectué en même temps que celui des 1/32e, il faut savoir que le choc pressenti de ce tour pourrait mettre aux prises, l'USM Alger au détenteur du trophée, l'USM Bel Abbès, alors que les autres matchs pourraient être plus au moins équilibrés. Les rencontres de ce tour se dérouleront les 27, 28 et 29 décembre, alors que ceux du premier tour auront lieu les 17 et 18 décembre. **Imad M.**

### Programme des 1/32e de finale:

1. Amel Bousaâda-ORB Boumahra
2. MBS Oued Sly-USM Annaba
3. I HChellala-USM Khenchela
4. USM Alger-ASM Oran
5. IB Lakhdar-JS Saoura
6. DRB Tadjenanet-CR Belouizdad
7. MSP Batna-CR Bouquirat
8. HAMR Annaba-CRV Moussa
9. GC Mascara-CABB Arreridj
10. SA Mohammadia-USM Sétif
11. MO Bejaia-O Magran
12. O Akbou-NA Hussein Dey
13. USB. Douala-ICS Tlemcen
14. El Bayadh-AS Ain M'lila
15. US Remchi-MC El Eulma
16. JS Ghir Abadla-USM El Harrach
17. MB Rouissat-JSM Tiaret
18. ASS Nationale-CRB A. Oussara
19. CA Batna-ESB Besbes
20. USM Blida-Paradou AC
21. WA Tlemcen-USMD BenKhedda
22. MBBazer Sakhra-CR Beni Thour
23. JSM Bejaia-JSM Skikda
24. Amel Ghrijs-JS Kabylie
25. SA Sétif-CRB Kais
26. MC Oran-ASB Maghnia
27. RA Ain Defla-NT Souf
28. ES Sétif-O Médéa
29. CS Constantine-RC Bougaa
30. NC Magra-FCB A.Ramdane
31. USM Bel Abbès-MS Cherchell
32. RC Kouba-MC Alger

### Programme des 1/16es de finale:

- Vainqueur du match 5-vainqueur du match 29  
 Vainqueur du match 7-vainqueur du match 25  
 Vainqueur du match 14-vainqueur du match 23  
 Vainqueur du match 17-vainqueur du match 18  
 Vainqueur du match 27-vainqueur du match 26  
 Vainqueur du match 1-vainqueur du match 22  
 Vainqueur du match 15-vainqueur du match 30  
 Vainqueur du match 9-vainqueur du match 21  
 Vainqueur du match 19-vainqueur du match 6  
 Vainqueur du match 1-vainqueur du match 28  
 Vainqueur du match 8 -vainqueur du match 32  
 Vainqueur du match 16-vainqueur du match 11  
 Vainqueur du match 13-vainqueur du match 20  
 Vainqueur du match 10-vainqueur du match 24  
 Vainqueur du match 3-vainqueur du match 12  
 Vainqueur du match 4-vainqueur du match 31

### ES Sétif

## L'équipe en stage en Espagne

L'ES Sétif (Ligue professionnelle-1 Mobilis de football) effectuera à compter de dimanche un stage préparatoire de la phase retour dans la ville espagnole d'Alicante, apprend-on dimanche de l'administration du club. La délégation sétifienne composée de 31 membres dont 22 joueurs arrivera dimanche soir dans la ville espagnole pour ce stage qui se poursuivra jusqu'au 17 décembre courant, selon la même source. Parmi les 22 joueurs, figurent cinq jeunes du club dont le gardien Oussama Filali, le milieu de terrain Rahim Deghmoum, les deux attaquants Ahmed Kendoussi et Kheir Annès Belaïd et le défenseur Abbas Aychoune. Les attaquants Hamza Benouh, Youcef Laouafi, Aymane Boucif, Sid-Ali

Lakroum, le gardien Hocine Nasri et l'Ivoirien Daoudi Isla ne feront pas le déplacement après la décision du club de les libérer, est-il précisé. La même source a indiqué en outre que le milieu de terrain Hervé Osséte du club congolais des Diables Noirs et le Ghanéen Kwamè Kizito du club libyen El Ittihad étaient "très proches" d'endosser le maillot noir et blanc et devront arriver dans les prochaines 48 heures à Sétif. Le stage de l'ESS, qui disputera deux matches amicaux à Alicante, sera une occasion pour le coach Nouredine Zekri de donner un nouveau souffle au club après son élimination de la ligue des champions d'Afrique et de la coupe arabe des clubs champions.



## Conseil de coopération du Golfe Appel à une coopération dans la lutte contre le terrorisme

Plusieurs recommandations dont l'appel à une coopération pour éliminer le terrorisme ont été adoptées au terme des travaux du 39e sommet annuel du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ayant pris fin dimanche soir à Riyadh (Arabie Saoudite).

Les dirigeants des pays membres du CCG ont ainsi insisté sur l'élaboration d'une défense commune et individuelle pour faire face aux réseaux terroristes et déjouer également les actes susceptibles d'être commis par certaines milices et groupes armés visant à saper les ressources et la richesse des pays de la région.

Dans ce contexte, l'accent a été mis sur le rôle crucial du CCG dans le maintien de la sécurité et de la stabilité dans la région et la lutte contre les organisations terroristes grâce à l'intégration sécuritaire des Etats du CCG, en mettant à profit le travail avec les partenaires de la communauté internationale.

Sur le plan économique, les dirigeants du Golf ont convenu de respecter l'engagement pour achever les étapes d'intégration économique entre les pays du CCG et appliquer, intégralement, les dispositions de l'accord économique, en éliminant tous les obstacles et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre des décisions d'action commune, et la promulgation des règlements législatifs nécessaires pour réaliser l'unité économique entre les Etats du CCG d'ici à 2025.

Les travaux du sommet se sont déroulés en l'absence de l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani, en raison de la rupture des relations diplomatiques entre son pays et quelques pays du CCG. Invité, l'émir a été représenté par le numéro deux de sa diplomatie, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Sultan al-Merrikhi.

Toutefois, le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud d'Arabie saoudite, a défendu dans un bref discours inaugural la nécessité de «préserver l'entité qu'est le CCG».

De son côté, l'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmed al-Sabah, qui a tenté une médiation entre le Qatar et ses voisins, a appelé à contenir cette crise, la plus grave de l'histoire du CCG.

T. K.

## Les Péruviens interdisent par référendum la réélection de leurs députés

Les Péruviens ont approuvé dimanche par référendum l'interdiction de réélire les membres actuels du Congrès (Parlement monocaméral), l'une des quatre réformes constitutionnelles anti-corruption proposées par le président Martin Vizcarra.

Selon des résultats officiels provisoires portant sur 55,69% des bulletins, les Péruviens ont voté à 78,34% cette interdiction. Les 130 législateurs actuels se retrouveront donc sans emploi à l'issue de leur mandat actuel prévue le 28 juillet 2021.

Deux autres réformes, sur le mode de désignation des juges et le financement des partis politiques, ont été approuvées, selon ces résultats provisoires.

En revanche, les électeurs ont refusé de rétablir un système bicaméral, proposition initialement soutenue par le président Vizcarra qui s'était ensuite ravisé pour ne pas rogner les pouvoirs présidentiels.

Ce référendum «marque le début d'un changement que nous souhaitons pour le Pérou et pour tous les Péruviens», a déclaré M. Vizcarra à l'issue du scrutin.

K. L.



Aïn Defla

## Deux casemates pour terroristes et une bombe artisanale détruites



Deux casemates pour terroristes et une bombe de confection artisanale ont été détruites dimanche, lors d'une opération de ratissage menée à Aïn Defla, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique lundi le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 9 décembre 2018, lors d'une opération de

fouille et de ratissage à Aïn Defla (1<sup>ère</sup> Région militaire), deux casemates pour terroristes et une bombe de confection artisanale», précise la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP «a intercepté, à Bouira (1<sup>ère</sup> RM), un narcotrafiquant en possession de 17 kg de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté deux contrebandiers et saisi deux camions et 67,4 quintaux de tabac à El Oued

(4<sup>e</sup> RM)».

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont, en outre, arrêté, à Sétif (5<sup>e</sup> RM) et Béchar (3<sup>e</sup> RM), un narcotrafiquant et saisi 3,9 kg de kif traité et 528 comprimés de psychotropes.

D'autre part, des garde-côtes «ont appréhendé, à Chlef (1<sup>ère</sup> RM), 12 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, tandis que 11 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à In Guezzam», rapporte le communiqué.

H. L.

Libye

## Fermeture d'un grand site pétrolier par des hommes armés

La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé hier la fermeture par un groupe armé de l'un des plus grands champs pétroliers du sud-ouest du pays. Dans un communiqué publié sur son site Internet, la NOC a indiqué avoir décrété l'état de «force majeure» dans le champ d'al-Charara, géré par la compagnie Akakus, un joint-venture entre la NOC, l'espagnol Repsol, le français Total, l'autrichien OMV et le norvégien Statoil.

Le champ d'al-Charara est l'un des plus grands sites pétroliers de Libye. Il produit 315 000 barils par jour, sur une production globale libyenne de plus d'un million de b/j, selon la compagnie.

Invoqué dans des circonstances exceptionnelles, l'état de force majeure permet une exonération de la responsabilité de la compagnie

en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

La NOC a accusé une «milice» locale qui «prétend appartenir aux Gardes des installations pétrolières» d'avoir occupé le champs.

La NOC a exigé le départ «immédiat et sans condition» de ces hommes armés qui occupent le site, soulignant qu'elle n'avait «nulle intention d'engager des négociations avec ces miliciens».

«Il faut que ces milices évacuent le champ immédiatement», a déclaré le chef de la NOC, Moustafa Sanalla.

Il a néanmoins affirmé la solidarité de la NOC avec les revendications des populations du Sud libyen tout en soulignant qu'il ne fallait pas permettre que «des criminels exploitent leurs malheurs pour leurs propres intérêts».

R. L.

## ACTU...

Corée du Sud

## Un chauffeur de taxi s'immole pour protester contre le covoiturage

Un chauffeur de taxi sud-coréen s'est immolé par le feu lundi pour protester contre le lancement prochain d'un service de covoiturage par la plus grande application de messagerie du pays, a annoncé l'agence Yonhap.

Les chauffeurs de taxi sont voutés debout contre l'initiative de KakaoTalk, application utilisée par 40 millions des 50 millions de Sud-Coréens, déclarant que ce service menace leur emploi et leur survie.

Ces derniers mois, des dizaines de milliers de chauffeurs ont manifesté à Séoul pour protester contre le lancement du service de covoiturage, prévu la semaine prochaine.

Le chauffeur de 57 ans, représentant syndical chez une compagnie de taxis de Séoul, s'est immolé dans sa voiture devant le Parlement de Séoul, selon l'agence Yonhap et la police. L'homme, présenté sous son nom de famille, Choi, «m'a appelé ce matin et a déclaré qu'il voulait s'immoler à cause du covoiturage de Kakao», selon un syndicaliste cité par l'agence.

La victime s'est aspergée d'essence avant de mettre le feu. Elle a été conduite par la police à l'hôpital où elle est décédée quelques heures après.

Les nouveaux services de transport comme le géant américain Uber peinent à se développer en Corée du Sud, 11<sup>ème</sup> économie mondiale, du fait de l'hostilité des chauffeurs de taxi et de réglementations très dures.

H. T.

Oum El Bouaghi

## Deux morts dans la collision de deux voitures

Deux personnes ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dimanche soir sur la RN100 reliant la commune d'Ouled Hamla relevant de la wilaya de Oum El Bouaghi à Telegma (Mila), a-t-on appris hier auprès de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre deux véhicules qui a provoqué la mort de deux personnes âgées de 36 et 40 ans, et des blessures à trois autres, a précisé la même source. Les débris ont été acheminés par les éléments de l'unité secondaire de la daïra de Aïn M'illa vers la morgue de l'hôpital de la même commune tandis que les blessés ont été évacués vers le service des urgences du même établissement de santé pour bénéficier des soins médicaux nécessaires, a souligné la même source.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame, a-t-on signalé de même source. Par ailleurs, six personnes ont perdu la vie et huit autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus lors des dernières 24 heures dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan de la Protection civile.

La wilaya de M'sila déplore le bilan le plus lourd avec le décès de deux personnes alors que cinq autres ont été blessées suite à une collision entre un fourgon et un véhicule léger, survenue sur la RN60 dans la commune et daïra de Hammam Dalaâ. Durant la même période les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de quatre incendies dont trois incendies au niveau de la wilaya d'Alger et un incendie au niveau de la wilaya de Médéa. Ces incendies ont causé des gênes respiratoires à trois personnes qui ont été évacuées vers l'hôpital Salim Zemirli et l'hôpital Maillot, a-t-on ajouté.

H. M.